Numéro 26
Novembre 2013
Publication
«CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

The Chambers Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

En attendant le miracle libanais, les soins palliatifs

Mohamed Choucair

Les responsables préfèrent souvent écouter les chiromanciens plutôt que les prévisions économiques. Vraisemblablement, Madame Soleil compte parmi ses adeptes beaucoup de décideurs politiques et économiques. Nos dirigeants souffrent-ils d'un excès d'optimisme? Sinon, comment expliquer que le pays soit toujours sans gouvernement?

Le Produit Intérieur Brut était de 43 milliards de dollars fin 2012 d'après la Banque mondiale. Compte tenu de l'inflation, ce chiffre n'a pas progressé depuis 2010. Cela signifie que la croissance réelle tourne autour de zéro depuis trois ans. Pour un pays émergent, habitué à une moyenne annuelle de 8%, ce constat est alarmant.

Entre 2008 et 2013, l'inflation a grimpé à près de 4,30% d'après l'Administration Centrale des Statistiques. En fait, depuis 2008, les prix accusent la hausse de l'euro qui a un impact direct sur 25% des produits de consommation. Au rythme annuel, l'inflation a reculé à 2% au mois d'août, ce qui indique un tassement de la demande de nature à accélérer la crise.

Le rapport de la Banque Audi prévoit pour la première moitié de l'année un déficit de 8,5 milliards de dollars. Ce recul par rapport à l'année dernière est dû à une baisse des importations et à une hausse des exportations (première

bonne nouvelle si ce n'était la carence du marché local). Le ratio de la dette au PIB, après avoir clôturé à 137% au terme de l'année 2012, est remonté à 141% après plusieurs années de déclin. Ces indicateurs se conjuguent pour indiquer un rétrécissement de l'économie d'une année à l'autre, malgré l'entrée dans le pays d'un million deux cent mille Syriens selon les dernières estimations.

Face à cette situation, la Banque du Liban a prorogé de trois ans l'échéance des crédits assistés accordés aux fins d'investissements industriels, touristiques, agricoles ou dans les technologies avancées. Auparavant, elle avait créé un fonds de 400 millions de dollars pour aider les startups qui investissent dans les technologies nouvelles (*L'Orient Le jour* du 28 août 2013). La Chambre de Commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a également créé un fonds pour encourager l'innovation, baptisé le FARO.

L'innovation est à la base de la productivité car elle permet l'amélioration des circuits de production rendant ainsi les entreprises plus compétitives. Ce positionnement permet de mieux vendre sur les marchés local et international. Mais comme une hirondelle ne fait pas le printemps, ces efforts ont plus une valeur symbolique qu'effective. Rien ne remplace les forces du marché.

L'État ne nomme pas les magistrats aux postes requis pour accélérer la récupération des taxes, apparemment conscient que les contribuables seraient aujourd'hui en défaut. Nous ne savons pas officiellement ce que les banques font avec leurs clients, mais l'annonce de secteurs qui ne sont désormais plus bancables est une indication suffisante pour savoir que le «cas par cas» fonctionne à plein rendement pour le maintien de certaines affaires, mais emporte aussi nombre d'affaires sur son chemin au détriment du potentiel national.

Tout ceci ne peut restaurer la demande. Le déclin de la production se traduit par le chômage, le chômage par la paupérisation, la pauvreté par l'instabilité politique, et l'instabilité handicape lourdement l'économie de service. Désormais, chaque mois qui passe sans gouvernement accentue la détresse du Liban et le menace d'éclatement.

L'économie libanaise est en toutes circonstances gérable. Le PIB est à peine plus élevé que le coût de production d'un airbus A400m gunship (35 milliards de dollars). Il ne faut pas être grand clerc pour restaurer la demande, relancer la production, assurer le plein emploi, et, chemin faisant, imaginer une solution productive pour les investisseurs et les travailleurs syriens tant qu'ils seront nos hôtes. Mais pour cela il faut un gouvernement qui gouverne.

Il se peut que l'on ne nous permette pas d'avoir un nouveau gouvernement. Mais les auteurs de cette situation doivent en assumer la responsabilité vis à vis du peuple et de l'Histoire.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

INDEX

La Semaine du Liban en Arabie Saoudite

Beyrouth ou la nécessité d'un tourisme alternatif

Costs of International Arbitration: Challenges and Solutions

CCIA-BML

P03. La Semaine du Liban en Arabie Saoudite

P04. Assaad Mirza: La responsabilité civile doit être au cœur des contrats d'assurance des différents secteurs économiques pour garder la réputation d'excellence des assureurs libanais

P05. Doing business: dopage impossible?

P06. Spécial crise de la zone euro

FCCIAL

P08. Beyrouth ou la nécessité d'un tourisme alternatif

P09. La Chambre de commerce de Beyrouth prône un rapprochement commercial avec l'Algérie

P10. Beirut Energy Forum, quatrième édition des 26 et 27 septembre 2013, revue post-exposition

P11. Le secteur de l'esthétique: un résistant à la crise?

P12. Charte euro-méditéranénne de l'entreprise: Du nouveau

P13. Réseau Méditerranéen de la Nouvelle Chance - Med NC

P14. FCCIAL to support the 2nd Lebanon International Oil & Gas Summit

P14. Zahle launches a new building

P14. LAU Permanent Education Program in Zahle

P15. The Private Sector involved in Technical Education and Training

P15. Global Entrepreneurship week 2013 - Event hosted by SOUTHBIC

CCIA-BML

P16. Australia and Lebanon: 28 Years of Trade Relations

P17. An Introduction to Consolidated Contractors Group (CCC)

P18. Salim Tannous Introduces the Beirut Creative Cluster (BCC)

P18. Alumco Mediation Workshop with LMC and TBA

P19. Costs of International Arbitration: Challenges and Solutions

P20. Conferences, exhibitions & business opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

BNOOKI.COM

Are you looking for a loan to purchase a car or a house, or to finance your business? You want to open an account or a savings plan? Do you need want to buy a credit card and you want to apply to get it? There are more than 25banks in Lebanon active operating in the retail business. Youcan spend a week trying to call them one by one or you may visiting their websitesfor details, or you can go on Bnooki.com, a new search engine that includes all banking products in Lebanon and find what you want in a only few minutes. Once you find what you want, you can calculate the payment or directly apply via Bnooki.com to any bank.

In short, Bnooki.com is a user friendly and freely accessible web-based platform that includes full information regarding on all banking retail products and services of banks in Lebanon such as loans, deposits, accounts, cards, etc...It enables anyone to search for any product or any service in all banks in just one click. Once the choices are narrowed down, the user can request a call from any bank or even directly apply via Bnooki.com.

Information on Bnooki.com will always be reliable as it will be fed by the banks themselves. Bnooki's research department also conducts permanent market research thus making to make sure that all information is correct and up to date.

Bnooki is completely free for anyone, and plays a key role in financial consumer protection (FCP) by increasing banks' consumers awareness and enhancing transparency of information regarding banking products etc...

In recent years, the Lebanese Central Bank has taken the lead in Lebanon in the field of Financial Consumer Protection. The keystone was being the issuing of circular 124, which has been complemented by the Banking Control Commission's circular 273, which that requires banks to follow minimum standards of transparency in credit retail products.

Today, with and for the first time since the issuance of these circulars, Bnooki.com has managed to create a strong collaboration with all major banks in Lebanon to publish, free of charge and on one single online platform, all information about all retail banking products in a fully detailed transparent manner.

Ultimately, Bnooki aims at increased compliance and retail banking transparency by promoting comparative shopping for credit, disclosure of APRs, and by making live simulations available for consumers, in addition to disclosure of conditions fundamental to decision making.

For more info about Bnooki.com, please call Bnooki S.A.L 04/533040 | 70/967172. Bnooki is based in Berytech Technology Pole - USD, ESIB Campus - Mar Roukoz

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La Semaine du Liban en Arabie Saoudite

Après le succès de «la Semaine du Liban en France» en 2010, ce sera bientôt au tour de Jeddah en Arabie Saoudite d'accueillir et de célébrer le Liban et son savoir-faire commercial et économique.

Quand l'économie du pays est en crise, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban avec à sa tête Mohamed Choucair ne tarit pas d'efforts pour faire bouger les relations économiques et commerciales du Liban avec l'étranger. Et c'est en effet, dans le cadre de plusieurs visites qui ont été rendues à Jeddah cette année que la Chambre de commerce libanaise et celle de Jeddah ont signé un accord de coopération. Cet accord a été scellé dans l'objectif de renforcer les relations économiques bilatérales entre les deux pays surtout au vu de la conjoncture économique, politique et sécuritaire délicate que traverse le Liban. Une des répercussions de cet état de fait a été notamment l'interdiction des pays du GCC auprès de leurs ressortissants de se rendre au Liban, une coutume qui a couté cher notamment au secteur touristique libanais.

C'est en effet au cours de sa participation au Forum économique de Jeddah les 16, 17 et 18 mars dernier, que le président Choucair, a insisté sur la «solidité des relations entre le Liban et l'Arabie saoudite». Par ailleurs, cette visite avait permis la signature d'un mémorandum d'entente entre le président de la CCIA-BML et le président de la Chambre de commerce de Jeddah, cheikh Saleh Kamel. «Les expatriés libanais en Arabie saoudite ont prouvé leur excellence dans tous les domaines et il est de notre intérêt de consolider ce lien si spécial qui nous lie à eux», avait notamment souligné cheikh Kamel a cette occasion.

Dans ce cadre, le président Choucair et les hommes d'affaires libanais ont poursuivi le tir en se rendant en Arabie Saoudite, pays au programme de leur visite pour redonner une image positive du Liban et de son économie. «Ces différents rencontres avec les officiels saoudiens ont permis de renforcer les relations et l'Arabie Saoudite à notamment faciliter l'obtention de visa aux Libanais désireux de faire des affaires dans leur pays» précise Elie Rizk, le président de M.I.C.E. Arabia Group (Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitons), organisateur de la Semaine du Liban à Jeddah.

SEMAINE DU LIBAN EN ARABIE SAOUDITE DU 5 AU 9 AVRIL PROCHAIN

La Semaine du Liban à Jeddah organisée en collaboration avec la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban rassemblera des commerçants des secteurs industriel touristiques, agricoles, informatiques, immobiliers, bancaires et bien entendu les Franchises Libanaises qui dépassent les frontières de par leur succès régional et pour certaines internationales. «En effet, la Franchise libanaise aura une grande place dans la Semaine consacrée au Liban en Arabie Saoudite» ajoute l'organisateur de l'événement. En effet, tous les secteurs que représente la Chambre de commerce de Beyrouth seront au rendez-vous.

«Une Semaine d'expositions et de conférences qui permettra un meilleur échange entre les différentes entreprises libanaises avec des B2B bien entendu au programme permettant un meilleur échange entre les différents acteurs. «Donner la véritable image du Liban, une image positive et dynamique contrairement aux allégations de certains ministres régionaux qui ne tarissent pas d'éloge a l'égard du Liban» affirme aussi Elie Rizk en faisant référence au ministre Syrien des Affaires Etrangères.

«En ouverture de cet événement, le 5 avril prochain, un accueil diplomatique, politique et économique se fera du coté saoudien» souligne Elie Rizk ajoutant que «les Saoudiens souhaitent soutenir l'initiative du président Choucair en renforçant les échanges commerciaux des Libanais en Arabie Saoudite». Pour ce faire, l'organisateur de l'événement précise que les autorités saoudiennes ont facilité encore davantage les obtentions de visas pour les commerçants libanais pour faciliter l'investissement. «Une des mesures qui ont été prises et ce depuis 2004 est la non obligation pour un commerçant libanais investissant en Arabie de s'associer avec un Saoudien» affirme-t-il en conclusion de cette rencontre.

Une conférence de presse s'est tenue au siège de la Chambre le 17 octobre dernier pour annoncer la Semaine libanaise en Arabie Saoudite qui se tiendra dès le 5 avril prochain.

Le Président Choucair devait ouvrir la conférence pour annoncer l'évènement et dévoiler sa portée «En ces moments difficiles de l'économie libanaise, nous avons la chance de pouvoir compter sur l'appui du Royaume d'Arabie Saoudite qui est la 19e économie mondiale» La crise au Liban nécessite que la Chambre double ses efforts pour trouver des marchés au produit libanais et attirer plus d'investissement dans l'économie active.

Le Vice Président de la Chambre de Jeddah, M. Batergi a fait signalé l'importance du label «made in Lebanon» qui est devenu sur plusieurs continents une garantie de qualité. L'accord signé par le Président de la Chambre, Cheikh Saleh Kamel, trouve aujourd'hui un début d'application. La chambre de Jeddah est la plus grande chambre du Royaume, et elle a un impact important dans tous les pays du Golfe. Elle peut compter sur la coopération de tous les hôtels de la ville pour se mettre à l'heure de l'évènement. En outre la présence a Jeddah est d'une importance capitale, bientôt l'aéroport pourrait recevoir 80 millions de passagers par an, le port pourrait traiter 12 000 conteneurs et l'exportation pour tous les pays d'Europe coute seulement 700 dollars le conteneur, sans compter le prix avantageux du courant électrique.

Le Consul du Liban à Jeddah a exprimé sa confiance dans le projet et dans la place de Jeddah; cet évènement mérite d'être largement diffusé pour que les avantages comparatifs des produits libanais soient connus et que les gens prennent conscience que la présence à Jeddah ferait la différence.

M. Saboungian, ministre de l'Industrie, a exprimé sa satisfaction et son appui à l'évènement, qui rentre dans le cadre de la coopération avec les pays amis, coopération vitale en ces temps de crise. Il a félicité la Chambre pour son initiative, et promis une aide financière aux exposants pour les encourager à participer.

M. Abboud, ministre du Tourisme, a accueilli avec beaucoup d'enthousiasme la Semaine libanaise à Jeddah et la focalisation sur le Royaume, confirmant l'importance d'une exposition pour mieux exporter le produit libanais, et promouvoir l'économie en général. Le secteur touristique dans toutes ses composantes double ses efforts pour atténuer la crise qu'il a subi de plein fouet avec le tarissement des visiteurs du Golfe. Les efforts prodigués ne compensent que très partiellement le recul du principal secteur de l'économie libanaise. Un effort particulier reste à faire sur le plan intérieur pour combattre les «monopoles» qui limitent la productivité du secteur.

M. Nahas, ministre de l'Economie et du Commerce, devait pour sa part rappeler les fondements des relations entre le Royaume et le Liban, qu'un nuage politique ou un incident sécuritaire ne devaient affecter. Il a déclaré que le ministère donnait tout l'appui à cette initiative et exprimé son espoir que les conditions qui ont suscité l'éloignement du tourisme du Golfe soient à jamais révolues, et que l'activité touristique originaire du Golfe puisse se normaliser dans les plus brefs délais.

M. Rizk, Président de «l'Organisation pour la consolidation des relations Saoudo-Libanaises» a mis sa plateforme au service de la semaine libanaise au Royaume d'Arabie Saoudite.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Assaad Mirza: La responsabilité civile doit être au cœur des contrats d'assurance des différents secteurs économiques pour garder la réputation d'excellence des assureurs libanais

Le président de l'Association des compagnies d'assurance au Liban reste optimiste quant à l'avenir du secteur au Liban, et ce malgré la faible croissance des primes observée en 2013 et le retard dans le paiement des cotisations des polices d'assurances.

Comment se porte le secteur de l'assurance dans un contexte régional des plus difficiles?

Jusqu'à présent, le secteur de l'assurance résiste à la crise même si on constate une baisse dans la croissance des primes, notamment en raison d'un climat économique et d'une conjoncture sécuritaire moroses. En regardant les chiffres des années 2009 et 2010, on constate que les primes d'assurances ont augmenté annuellement de 17% à 20%, alors que pour le troisième trimestre de 2013 elles ne dépassent pas les 7 à 8%. On observe également un retard au niveau de l'encaissement des polices d'assurances, compte tenu d'une conjoncture économique difficile pour les poches des citoyens. Mais globalement notre secteur s'en tire bien mieux comparé à d'autres. L'immobilier et le tourisme ont eux été touchés de plein fouet ces deux dernières années.

Beaucoup d'actifs en Syrie sont assurés au Liban et/ou auprès de compagnies libanaises établies en Syrie. Quelles sont les répercussions du conflit syrien sur ces compagnies?

Malgré leur solidité, le portefeuille des compagnies d'assurance libanaises établies en Syrie connaît une baisse en raison de la guerre sanguinaire qui sévit en Syrie. Ce conflit a entraîné des sanctions contre ce pays qui s'est répercuté sur l'économie.

La crise affecte-t-elle le secteur de la réassurance?

En revanche, le schéma est tout à fait différent pour le marché de la réassurance au Liban qui n'est nullement en danger. Les assureurs libanais continuent de bénéficier de toute la confiance des réassureurs étrangers qui continuent de leur renouveler leurs contrats au 31 décembre de chaque année. Et cela ne changera pas au vu de l'excellente réputation des assureurs libanais hors frontières.

Qu'en est-il du nombre de polices émises en 2013? Observez-vous une baisse des cotisations comparées aux années précédentes, ou un retard dans l'acquittement des factures?

On peut dire que le nombre de contrats de polices d'assurance a nettement diminué par rapport aux années précédentes. Les primes d'assurances, pour les six premiers mois de 2013, sont estimées à 739 millions de dollars, en hausse de 7% par rapport à la même période en 2012. Mais dans le détail, voilà ce qu'il en est: les primes médicales ont augmenté au niveau tarifaire en raison de la hausse des prix des prestations médicales dans les hôpitaux. On le voit dans les chiffres: le montant de ces primes est passé de 126,8 millions de dollars au premier trimestre 2013 à 113,8 millions au second trimestre. Les primes assurances vie et automobile ont aussi chuté au second trimestre atteignant respectivement les 92 millions et 87 millions de dollars contre 109 et 74,5 millions au premier trimestre 2013. Si les primes pour les assurances automobiles ont certes diminué, les contrats d'assurances contractés ont eux augmenté en raison de la hausse des chiffres de voitures dites «low cost». Quant aux sinistres, on estime qu'ils ont augmenté de 12% les six premiers mois de 2013 atteignant les 333,3 millions de dollars, ce qui signifie que les assureurs doivent rester vigilants dans la gestion des risques auxquels ils souscrivent.

> LE LIBAN RESTE CLASSÉ PREMIER AU NIVEAU RÉGIONAL EN RAISON DES QUALITÉS DES PRESTATIONS PROPOSÉES PAR NOS ASSUREURS.

Ce phénomène s'explique notamment par la présence accrue de voitures syriennes sur le sol libanais. Ces voitures sont uniquement assurées contre les dégâts corporels, une assurance obligatoire leur permettant de franchir la frontière. Or ces véhicules n'ont pas contracté d'assurance les protégeant des dégâts matériels contre tiers, une assurance devenue obligatoire pour toutes les voitures enregistrées au Liban depuis 2003. Lorsqu'il y a un accident, la plupart des Syriens réfugiés n'ont pas de quoi régler les tiers (libanais ou étrangers). Aussi, l'Association a demandé il y a sept mois déjà au ministère de l'Intérieur d'imposer à toute voiture étrangère qui traverse notre frontière d'être munie d'une assurance contre tiers pour pouvoir couvrir les éventuels dégâts matériels. Or depuis cette date, les administrations nous renvoient de bureaux en bureaux, de la Sûreté générale au bureau des Douanes. Jusqu'à ce jour, nous n'avons toujours pas obtenu gain de cause. Sur les 750 000 réfugiés syriens déclarés au Liban, seules près de 60 000 voitures syriennes ont été recensées. Les polices d'assurances automobile et de transport sont les plus touchées par la crise en Syrie.

Quel est le taux de pénétration de l'assurance au Liban et sa position comparé aux pays de la région?

Le Liban reste classé premier au niveau régional en raison des qualités des prestations proposées par nos assureurs. Le Liban est un avant-gardiste dans ce secteur comparé aux pays environnants et nous en sommes très fiers.

Les compagnies d'assurance au Liban subissent un contrôle strict de la part du ministère de l'Économie. Quelle est la position de l'ACAL?

Nous sommes tout à fait favorables au contrôle effectué par le ministère de l'Économie car cela permet de protéger notre secteur contre les dérives. D'autre part, cette surveillance permet aux assureurs libanais de conserver leur excellente réputation en devenant plus stricts. Toutefois, un point nous déplaît: le manque de coopération entre la commission de contrôle du ministère de l'Économie et l'ACAL. Nous souhaiterions une collaboration plus étroite car nous sommes les plus à mêmes de parler de ce secteur que nous gérons au quotidien sur le terrain.

Lors de votre réunion le 4 juillet dernier au ministère des Finances, vous vous êtes penchés sur des problèmes d'ordre fiscal. Avez-vous eu gain de cause?

Oui, nous avons eu gain de cause lors de cette réunion agréable et constructive au ministère des Finances. Le ministère a rectifié le tir en réajustant une décision qu'il avait prise concernant les investissements en polices d'assurances vie. Une fois encore, nous souhaitons encourager le plus grand nombre d'investisseurs, surtout en cette conjoncture difficile que traverse notre pays et la région.

Votre vision de l'assurance au Liban.

L'assurance est un secteur prometteur et qui a encore beaucoup d'avenir au Liban. Je suis de nature optimiste et je vois un avenir proche positif pour notre pays et pour notre secteur. J'estime aussi qu'il faudrait séparer au maximum l'économique du politique pour continuer à faire avancer le secteur privé. Il faut juste protéger les secteurs économiques des dérives politiques. En ce qui concerne les projets de l'ACAL pour protéger et continuer à développer le marché des assurances au Liban, nous avons travaillé en juin 2012 avec le ministère de l'Industrie sur des assurances obligatoires pour les industriels qui ne peuvent plus renouveler leur permis annuel sans être munis aussi d'une assurance incendie. Nous travaillons actuellement auprès du ministère du Tourisme pour imposer une assurance obligatoire dans le même sens au secteur touristique dans sa totalité, incluant les hôtels, les centres balnéaires et les restaurants qui, pour un grand nombre, ne possèdent pas d'assurances. Certaines personnes du secteur touristique sont réticentes à cette idée en raison de la crise que subit ce secteur actuellement. Au Liban, on attend souvent que la catastrophe nous tombe dessus pour réagir et rajuster le tir. Dans tous les pays développés, l'assurance incendie est un impératif avant toute ouverture de restaurant où autre lieu, il en va de la responsabilité civile de chaque individu.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Doing business: dopage impossible?

Bachir El Khoury

Atmosphère politique, absence de réformes, coûts de production élevés et lenteur administrative sont, parmi d'autres, des facteurs qui rendent la mission pro-compétitivité quasi-impossible.

Il s'agit d'un des sujets les plus récurrents dans la littérature économique locale. La précarité du climat des affaires et la faible compétitivité des entreprises - conséquence directe de cet environnement désincitatif - empêche la production libanaise de se positionner plus haut, aussi bien en termes absolus qu'en termes comparatifs. Les retombées de cet état de fait se font sentir au niveau de la faible production de richesses sur le plan interne et l'instauration/consolidation par conséquent d'une économie semi-rentière plus volatile et vulnérable aux risques non-systémiques, mais elles se traduisent également par un large déficit au niveau de la balance commerciale. Cette donnée devenue presque immuable est d'autant plus inquiétante que la compétitivité semble reculer au fil des ans; dans son dernier rapport sur la compétitivité Doing business 2013, le Forum économique mondial (FEM) a classé le Liban au 115ème rang mondial, contre la 112ème place un an plus tôt.

Si certains paramètres de l'indice composite utilisé par le FEM se sont largement améliorés au fil des ans, comme le coût ou le délai de lancement d'un nouveau business qui ont respectivement chuté de 130% du revenu par habitant et 46 jours en 2004 à 67% et 9 jours dans le dernier rapport, ils restent plus ou moins faibles en termes comparatifs. En Jordanie, par exemple, la création d'une entreprise implique un coût moyen de 13,8% du revenu par habitant, tandis qu'en France, le coût évolue en dessous de 1% pour un délai moyen de 7 jours. Selon un ancien rapport de la Banque mondiale, les frais d'enregistrement d'une société s'élevaient en moyenne au Liban à 5 740 dollars, contre 300 dollars en France ou au Royaume-Uni et 50 dollars en Égypte.

En outre, d'autres constituants de l'indice propre au Liban sont restés inchangés au cours des 10 dernières années ou se sont même dégradés; l'obtention d'un permis de construire implique toujours 19 procédures, un délai moyen de 219 jours et un coût de 302% du revenu par habitant en 2013, contre 235% et 265% en 2012 et 2011. En Jordanie, cette même démarche nécessite le tiers du délai propre au Liban (70 jours), tandis qu'aux Emirats Arabes Unis (EAU) ou en France, le coût moyen pour l'obtention d'un permis de construire s'élève respectivement à 9,2% et 68% du revenu par habitant. En termes absolus, un permis de construire au Liban implique le passage par trois ou quatre institutions et le paiement de quelque 12 000 dollars en moyenne, contre 3 000 dollars au Maroc et 1 200 dollars en Afrique du Sud, selon la Banque mondiale.

Quant au raccordement à l'électricité, le délai moyen reste inchangé au Liban, à 75 jours, contre 47 jours en Jordanie et 40 jours aux EAU, tandis que l'enregistrement d'une propriété nécessite 25 jours et un coût quasiment inchangé depuis 2004, d'environ 6% de la valeur de la propriété, contre 10 jours et 2,3% de la valeur d'un bien-fonds aux EAU.

Enfin, parmi les failles les plus désincitatives pour les investisseurs locaux et étrangers au Liban, figurent le délai et le coût d'exécution des contrats (en cas de litige) et de règlement de l'insolvabilité. Dans le premier cas, la démarche nécessite 721 jours, 37 procédures et un coût moyen qui représente 31% de la valeur du contrat, contre une moyenne mondiale de 15%. Dans le cas d'un dépôt de bilan, la durée moyenne du processus s'élève au Liban à 4 ans, avec un coût évalué à 22% de l'hypothèque immobilière et un taux de récupération de 0,21 centimes par dollar. Comparativement, la durée moyenne en France est de 1,9 ans pour un coût de 9% et un taux de couverture de plus de 48 centimes par dollar, tandis que dans le monde arabe et dans les pays de l'OCDE, ce taux s'élève à 33,7 et 70,6 centimes par dollar respectivement.

RÉFORMER, UNE PRIORITÉ

Si l'ensemble de ces chiffres et détails attestent de l'ampleur du chantier à entreprendre pour gagner en productivité et qu'il permet de cerner avec plus de précisions les failles dans le système qui entravent un développement à plus grande échelle de l'entreprenariat, de l'investissement et de la production interne, il n'indique pas le chemin à suivre pour y remédier.

L'instabilité sur le plan politique est un facteur majeur qui ne dépend pas toujours des décideurs locaux ni de la structure du marché, des lois en place ou des agents économiques. Le pays évolue depuis plus d'un demi-siècle dans une région trouble, marquée par des guerres, des coup d'État et récemment des soulèvements populaires et renversements de régimes qui empêchent l'instauration d'une stabilité durable susceptible d'attirer un plus grand nombre d'entrepreneurs et d'investisseurs. Cette même instabilité est la cause principale du retard dans l'application de nombreuses réformes qui pourraient aider à réduire le coût de production sur le plan local, une des entraves majeures à la compétitive. La réforme du secteur de l'Énergie, par exemple, a été amorcée il y a deux ans, soit deux décennies après la fin de la guerre civile, et le bout du tunnel semble encore loin. Entretemps, les industriels paient deux factures d'électricité pour alimenter leur production en courant continu; l'EDL, qui vend le kilowatt/heure à perte, à 127 livres contre un coût de production de 255 livres, n'est pas en mesure de fournir de l'électricité moins chère en raison de l'infrastructure en place et du manque de diversification des sources de production doublé d'une hausse des cours mondiaux de carburant. Or le prix auquel le kilowatt/heure est vendu reste élevé comparativement à d'autres pays, même si, paradoxalement, l'écart entre tarif de production et prix de vente constitue l'une des causes principales des énormes pertes de l'EDL.

Outre le coût élevé de l'énergie, la productivité au Liban souffre du manque de qualification de la main d'oeuvre dans certains secteurs ou encore d'un manque de normes qui entrave un repositionnement à la hausse. Cela affecte, entre autres, l'exportation, laquelle pâtit déjà de l'absence de promotion des produits locaux et d'un faible protectionnisme, nécessaire dans l'absolu, et désormais condition sine qua none pour une adhésion aux cercles européen et mondiaux de commerce.

Un autre problème majeur, auquel font face les producteurs locaux ainsi que les importateurs et exportateurs, est la lenteur administrative. Le délai d'exportation d'un conteneur s'élève en moyenne à 22 jours au Liban, contre 10 jours au sein des pays de l'OCDE, tandis que le coût d'importation d'un conteneur est de 1 200 dollars sur le marché local, contre 800 dollars en Égypte.

Seules quelques éclaircies agrémentent le ciel. Sur le plan fiscal, le Liban occupe le 37ème rang mondial, avec 180 heures allouées par an au règlement des taxes, contre 184 heures en moyenne sur le plan régional, un impôt sur le profit de 6,1%, contre 11,9% au Moyen-Orient, et 15,2% au sein des pays de l'OCDE. En 2011, le ministère des Finances avait approuvé une réduction de 35% de l'impôt sur le revenu pour les industriels sur une période de cinq ans, face aux difficultés rencontrées par ces derniers.

Autre lumière dans le tableau: l'accès à l'emprunt bancaire, même si le Liban a reculé de 7 rangs cette année dans la catégorie «facilité d'obtention d'un crédit» du rapport Doing Business. Le Liban se place au premier rang arabe en termes de taux de pénétration du crédit, selon le FMI, et au 19ème rang mondial avec 313,5 emprunteurs par 1 000 adultes fin 2012.

Enfin, le pays jouit d'un capital humain et d'un système éducatif qui lui confèrent un avantage comparatif en termes d'innovation – un des piliers majeurs de la nouvelle productivité dans l'ère de l'économie numérique. L'industrie classique cède progressivement la place au Liban à cette nouvelle vague productive, avec de plus en plus de jeunes spécialisés dans le développement de logiciels et d'applications pour tablettes et téléphones intelligents. Si l'infrastructure routière et le réseau électrique ne constituent pas un prérequis vital à cette nouvelle industrie, le trafic Internet et l'aide aux start-ups (subventions étatiques, zones économiques spéciales, etc.) le sont. Mais même à ce niveau, le Liban est à la traîne.

Le Singapour en tête du classement mondial

Selon le rapport Doing Business 2013 du Fonds économique mondial, les gouvernements ont fait d'importants progrès au cours des dernières années pour améliorer leur réglementation des affaires et pour réduire l'écart qui les sépare des meilleures pratiques au niveau mondial. Selon le rapport, 201 réformes réglementaires ont été mises en œuvre par 108 économies cette année. La région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale est celle qui a enregistré le plus grand nombre de réformes réglementaires - 88% des économies de la région ont réformé dans au moins un des domaines mesurés par le rapport.

Au niveau du classement, Singapour a raflé le premier rang mondial en termes de facilité de faire des affaires pour la septième année consécutive. La liste du top 10 comprend aussi le Hong Kong, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Danemark, la Norvège, la Grande Bretagne, la Corée du Sud, la Géorgie et l'Australie.

Quant aux pays ayant amélioré le plus l'environnement des affaires au cours des 12 derniers mois, il s'agit de la Pologne, du Sri Lanka, de l'Ukraine, de l'Ouzbékistan, du Burundi, du Costa Rica, de la Mongolie, de la Grèce, de la Serbie et du Kazakhstan.

Malgré les troubles, 47% des économies arabes ont réformé

Toujours selon le rapport Doing Business de la Société Financière Internationale (SFI) et de la Banque mondiale, les gouvernements des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) ont réussi à mettre en œuvre des réformes en 2013, et ce en dépit des difficultés rencontrées sur les plans politique et sécuritaire. En effet, 47% des économies de la région ont mis en œuvre des réformes réglementaires pour faciliter la pratique des affaires, indique le rapport.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

SPÉCIAL CRISE DE LA ZONE EURO

Après avoir confronté les avis de plusieurs spécialistes sur la conjoncture économique libanaise, nous tenterons dans cette nouvelle tribune de vous faire part des regards croisés d'économistes, d'analystes et de politologues de divers bords sur la fameuse «crise de la zone euro». Ces intervenants tenteront de vous éclairer sur la nature de la crise mondiale qui a secoué les pays les plus avancés et analyseront les causes, les contagions et les enjeux d'avenir.

Kamal Hamdane: Pour mieux comprendre les fondements de la crise de 2008, il faudrait revenir au démarrage du néo-libéralisme dans les années 70

Kamal Hamdane pense que le capitalisme en Europe a atteint ses limites et que «ses promesses ne font plus illusion». L'économiste estime surtout qu'il faut remettre l'intérêt social au premier plan. Point de vu.

Comment définissez-vous l'évolution actuelle de la crise mondiale et quelle est la nature de la crise dans les pays avancés?

Septembre 2013 coïncide avec la faillite de Lehmann Brothers, cinq ans auparavant. Les promesses du système capitaliste mondial suite à cette faillite, en matière de croissance, de prospérité, de mobilité sociale, ne font plus illusion. Il est vrai que ce système a déjà été remis en cause dès les années 80, et ce à plusieurs reprises, mais ces remises en cause successives n'ont pas pu l'ébranler. Et ce malgré «les gaffes» à tous les niveaux des fondamentalistes du marché. Malheureusement, il n'en reste pas moins qu'ils exercent leur domination sur la scène politique et économique internationale. C'est d'ailleurs presque les conclusions auxquelles ont abouti Paul krugman et Joseph Stiglitz dans leur évaluation de la crise et de la post-crise. Pour mieux comprendre les fondements de la crise de 2008, il faudrait revenir au démarrage du néo-libéralisme dans les années 70. À partir de là, on observe une hausse tendancielle des profits en pourcentage du PIB dans les pays avancés et une baisse des taxes sur les grandes compagnies et firmes multinationales. Parallèlement, on a observé une baisse tendancielle du salaire moyen en pourcentage du PIB que ce soit en Europe ou aux États-Unis. Le paradoxe, c'est que les couches moyennes qui auraient dû être pénalisées par ces deux phénomènes ont trouvé des soupapes de sécurité qui ont allégé leur poids relatif, et ce grâce à une politique d'excès de crédits bancaires dont ils ont profité et qui a ajourné l'actualisation des comptes pertes et profits des ménages de ces couches sociales. En d'autres termes, le maintien relatif du niveau de vie des couches moyennes dans les pays avancés n'a pas été engendré par une réelle redistribution des revenus mais plutôt par un recours excessif au crédit bancaire facile. C'est ce qui a mené à l'éclatement de la bulle financière américaine, puis mondiale, et qui a bien montré que le phénomène de mondialisation, y compris la mondialisation de la finance, des mouvements de capitaux et des marchés financiers ne garantit pas le retour pur et simple des «équilibres macro-économiques» longuement développés par les théories économiques de ce système capitaliste. Au terme de cette crise mondiale, l'ironie a voulu que les groupes dominants dans les pays avancés - qui depuis les années 70 faisaient l'éloge du néo-libéralisme, du changement structurel et de la privatisation - ont dû avoir recours à l'intervention massive de l'État pour contrecarrer les effets pervers de la crise. Le coût du mode d'intervention étatique s'est finalement soldé par l'annulation d'une grande partie des acquis sociaux qui ont été arrachés par les populations depuis des décennies au grand capital dominant.

> POUR MIEUX COMPRENDRE LES FONDEMENTS DE LA CRISE DE 2008, IL FAUDRAIT REVENIR AU DÉMARRAGE DU NÉO-LIBÉRALISME DANS LES ANNÉES 70

Qu'en est-il de l'Europe? Et de la crise de l'euro?

L'Europe a alors été frappée de plein fouet par les retombées de cette crise du système capitaliste mondial. Il est vrai aussi que la construction européenne ne cesse d'évoluer à travers des étapes successives depuis la deuxième guerre mondiale et à partir des années 90, avec la marche vers l'euro, et plus particulièrement après l'an 2000, avec l'avènement de la monnaie commune européenne. Cette construction a été fortement mise à l'épreuve suite aux séquelles de la crise de 2008 avec:

• L'éclatement du problème de la dette dont les fondements ont été camouflés durant de longues années.

• La généralisation de la précarité économique se manifestant par le fait que le PIB actuel dans bon nombre de pays européens, surtout ceux du Sud de l'Europe, est toujours inférieur à son niveau d'avant 2008.

• Le plafonnement des taux de chômage à des niveaux record et revêtant un caractère profondément structurel.

• La mise en cause du modèle de solidarité sociale, longuement vanté par les Européens.

Malheureusement, l'objectif stratégique des promoteurs de l'actuelle Europe - qui était d'obtenir des États-Unis une approbation quant au partage de leur domination financière sur le monde en profitant de l'affaiblissement du dollar et de l'endettement extérieur inévitable des Américains, notamment vis-à-vis des créanciers chinois - n'a pas débouché.

On peut dire que la construction européenne d'aujourd'hui est fondée sur la base d'une solidarité régie par la tentation de domination des marchés financiers et de l'excès de capitaux allemands. Il est vrai également qu'une grande interdépendance s'est mise en place entre les économies des différents pays de l'Union européenne, et ce depuis la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit pas de remettre en cause le processus de cette interdépendance mais de reformuler le contenu et les moyens institutionnels, matériels, sociaux et financiers de maîtrise de cette interdépendance.

Je dirais que face au «bon en aval» concrétisé par les aspirations allemandes et la politique de plus en plus interventionniste de la BCE d'un fédéralisme européen tout azimut, l'alternative de construction européenne consisterait à développer un fédéralisme plus nuancé et d'un nouveau type. Une nouvelle Europe qui répondrait aux exigences des changements institutionnels, aux aspirations sociales, à la sécurisation de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'évolution des revenus des salariés et des couches moyennes, et de l'expansion des services publics.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Roger Melki: L'Europe se maintient dans des zones de croissance pas fameuses, mais la récession a pu être évitée

Le conseiller économique du ministre sortant de l'Économie estime que l'Europe est entrain de sortir la tête de l'eau. L'Europe n'est plus remise en question et l'euro est consolidé. Toutefois, le vieux continent n'est pas pour autant à l'abri de nouvelles crises, en particulier d'ordre social, prévient l'économiste.

Comment définissez-vous l'évolution actuelle de la crise mondiale et quelle est la nature de la crise dans les pays avancés?

2008 marque le début de la crise du Nord et a renversé les dés de l'échiquier international aux niveaux économique et financier. Les États occidentaux ont néanmoins rapidement réagi en prenant des mesures essentielles pour contrer cette crise, notamment en accordant des crédits aux banques pour relancer la croissance et aussi à certaines entreprises pour éviter davantage de faillites et de fermetures. Ainsi, on a assisté à une augmentation des dettes du secteur public, une souffrance qu'ils subissent encore aujourd'hui. Le secteur public, dans les différents pays, a dû à la fois faire des arbitrages pour éviter un retour de l'inflation et en même temps éviter de tuer la croissance de ces pays. Actuellement, on peut dire que les pays occidentaux sont sur le fil du rasoir, et pour remédier à cette crise et encourager l'investissement, les autorités monétaires ont décidé de baisser les taux d'intérêts en vue d'encourager l'investissement. Autre objectif: réduire les déficits et les dettes pour éviter trop d'inflation et cela sans tuer l'économie. Malgré ces sacrifices auxquels ont consenti ces pays, on sent quand même une relance économique qui pointe son nez aux États-Unis, en Italie et même en Espagne sachant aussi que le coût de l'investissement depuis cette crise est devenu moins onéreux. Nous renouons aussi lentement mais sûrement avec la croissance, tel est le bilan de la phase actuelle qui peut se résumer en deux mots: économiser et relancer en parallèle.

Il ne faut pas oublier cependant que, suite à cette crise, tous les grands pays européens et américains n'ont pas payé la même facture: c'est surtout les pays d'Europe du Sud, notamment la Grèce, l'Espagne et l'Italie qui ont subi des programmes d'ajustements incluant notamment des réductions d'embauches, surtout dans le secteur public. Quant aux États-Unis, ils ont réussi à relancer leur économie malgré leur dette qui reste immense. Or celle-ci n'est pas seulement due aux crédits octroyés à l'économie américaine mais à un déficit dû notamment à l'investissement financier des États-Unis dans les guerres qu'ils ont menées en Afghanistan et en Irak. Il y a également des problèmes de gestion avec des conservateurs qui appellent au retour à une économie moins généreuse, où l'intervention de l'État est réduite, et où moins de crédits seraient octroyés en raison de l'inflation. Sans oublier que de nouveaux acteurs économiques émergeants comme la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil sont venus prendre leur part de croissance sur le marché. Des pays qui s'industrialisent et qui ont une place de plus en plus dynamique.

Qu'en est-il de l'Europe? Et de la crise de l'euro?

Nous ne pouvons pas parler de crise de l'euro et de résolution de crise sans parler du rôle incontournable joué par l'Allemagne. Une Allemagne qui de ce fait a jeté du lest en devenant moins conservatrice dans sa politique. En effet, ce pays tente de garder un équilibre en acceptant de payer une grande partie de la facture, et ce en octroyant de nouveaux prêts à certains États européens afin d'éviter davantage d'écarts, une faillite ou une déroute du système. C'est ainsi qu'on a pu maintenir l'euro jusqu'à nouvel ordre. On peut affirmer qu'actuellement l'euro est moins menacé et que tous les pays européens restent dans l'euro. Or un euro fort ne leur conviendrait pas car il réduirait l'exportation de leurs produits. La politique monétaire de l'Europe tente à la fois de ne pas fermer les robinets et d'autre part d'éviter la dérive. Un pari tenu. Que ce soient la politique américaine ou européenne, toutes deux sont tombées d'accord sur une non-augmentation des taux d'intérêts pour une relance des investissements et de la consommation. En parallèle, une restructuration des dépenses publiques a été imposée une fois encore pour éviter des dérives et des endettements supplémentaires. C'est pour ça que finalement l'Europe se maintient dans des zones de croissance certes peu fameuses, mais la récession a pu être évitée en Europe et c'est important de le souligner.

> LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE L'EUROPE TENTE À LA FOIS DE NE PAS FERMER LES ROBINETS ET D'AUTRE PART D'ÉVITER LA DÉRIVE, UN PARI TENU.

Cela n'empêche pas «un mal européen» d'apparaître chez certains pays, en particulier du Sud, ainsi qu'en France avec une poussée nationaliste. Mais malgré ces petites zones de turbulence qui ne sont pas catastrophiques, l'Europe retrouve rapidement son équilibre.

Ma vision européenne c'est qu'il faudrait à présent un retour à la compétitivité avec un climat plus dynamique. Car bien que le retour à la productivité s'annonce et que l'Europe semble sortir sa tête de l'eau, elle n'en reste pas moins à l'abri des crises, en particulier d'ordre social. En effet, l'Europe ne peut plus se permettre la même générosité sur le plan social.Elle doit désormais s'adapter au vieillissement de la population, au chômage chronique, au travail partiel, à de nouvelles formes d'emplois moins sécurisantes, aux changements et à l'évolution des moyens de production. À titre d'exemple, quand un grand comme Nokia dépose le bilan avec des licenciements à la chaine, cela doit remettre les choses en question.

On peut néanmoins affirmer qu'aujourd'hui le paysage européen est plus consolidé et réconfortant, et que nous sommes loin de l'ambiance de crise qu'on a connue, notamment en Grèce, il y a trois ans. Actuellement, la formule Europe est certes révisée mais elle n'est plus remise en question et l'euro est consolidé. Mais souvent les sacrifices que doivent faire les populations de certains pays pèsent lourd sur le moral des gens. Ce qu'on peut retenir sur la question européenne, c'est qu'elle redevient compétitive sur le plan international, même si des difficultés persistent, en particulier avec la remise en cause du confort social et la redistribution.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Beyrouth ou la nécessité d'un tourisme alternatif qui réponde aux besoins de toutes les strates de la société

Marilyne Gallad

Le tourisme au Liban a été axé ces dernières années sur les habitants des pays du Golfe. Aujourd'hui, en ces temps de crises économiques, il s'agit de renforcer un tourisme alternatif qui puisse séduire le plus grand nombre pour faire de Beyrouth une capitale incontournable et pas seulement saisonnière.

Bien que l'état des lieux du tourisme actuel au Liban soit à plat depuis plus de deux ans comparé aux saisons ayant précédé l'année 2011, en raison notamment de la situation sécuritaire précaire du Liban et de la région, nous avons cherché à savoir quel est le profil des touristes ayant visité le Liban ces dernières années. Un tourisme alternatif est-il entrain de voir le jour?

BEYROUTH, UNE PORTE SUR L'ORIENT POUR LES OCCIDENTAUX…

Olivier Gougeon, économiste et chef propriétaire du Boutique Hôtel Villa Clara constate que les investissements en infrastructures touristiques de ces dix dernières années au Liban ont ciblé une clientèle des pays du Golfe en délaissant le fait que Beyrouth est une porte sur l'Orient pour tout un public occidental. «Depuis plus de dix ans, le Liban, et Beyrouth en particulier, offrent un tourisme de station balnéaire aux effets saisonniers», affirme-il. Selon lui, ce type de tourisme répond «à la demande d'une clientèle qui trouve au Liban une liberté d'expression, une aisance de vie, un climat, un accueil qui lui permet d'être elle-même, de faire ce qu'elle ne se permettrait pas dans son pays d'origine».

UN TOURISME TROP HAUT DE GAMME ET QUI, SEMBLE-T-IL, A TOUCHÉ SES LIMITES

Olivier Gougeon et sa femme Marie-Hélène, consultante en marketing de luxe à l'Institut Français de la Mode ont tenu à ouvrir un Boutique Hôtel en plein cœur de Beyrouth, à Mar Mikhael. Et ce, dans l'objectif de proposer un tourisme alternatif avec un hôtel composé de 7 chambres accueillantes dans une vieille demeure libanaise qu'ils ont retapé de A à Z tout en gardant le charme du cachet architectural d'antan. «Au départ, nous avons ouvert notre restaurant français Villa Clara, Clara est le prénom de notre fille»,racontent-ils. «Dans notre restaurant, le menu français change au quotidien selon la variété du marché local de fruits, légumes et autres aliments de saison», ajoute le couple. Tout le concept de «Villa Clara», boutique Hôtel et restaurant, a été construit de A à Z avec les artisans du quartier de Mar Mikhael et de ses alentours. «Renforcer et encourager le made in Lebanon est aussi une forme de tourisme alternatif»,assure Olivier Gougeon. En effet, le tourisme, qui jusque-là a fait ses preuves au Liban, n'est plus viable actuellement avec cette crise économique qui a touché presque tous les secteurs, en particulier le secteur touristique. En effet, les touristes se sont fait rares en grande partie en raison de l'interdiction des citoyens du GCC de se rendre au pays du Cèdre, raisons sécuritaires obligent. Par peur aussi d'éventuels enlèvements et débordements de la crise syrienne sur notre sol.

«Si la crise économique internationale de 2008 et ses répercussions mondiales ainsi que le Printemps arabe n'avaient pas eu lieu, n'y aurait-il pas eu un aboutissement au même résultat de crise économique libanaise bien entendu avec certaines nuances ?» s'interroge Olivier Gougeon. Et il énumère l'état des lieux du secteur en dehors de cette crise pour étayer ses propos. «Beyrouth petite ville de près d'un million d'habitants avec un tourisme très haut de gamme surtout au niveau hôtelier et restauration avec un problème de saisonnalité de ce type de tourisme» souligne-t-il. Alors ce qu'il serait souhaitable «c'est de jouer la carte de l'attrait qu'a Beyrouth sur les européens en jouant sur la magie qu'elle représente dans l'inconscient collectif» ajoute-t-il.

JOUER SUR LE POUVOIR DE FASCINATION QUE VÉHICULE BEYROUTH DANS L'ESPRIT DES EUROPÉENS

La carte à jouer serait d'attirer les Européens en jouant sur le pouvoir de fascination qu'exerce Beyrouth sur ces derniers. «Beyrouth représente aux yeux de nombreux français comme moi et européens en général une magie dans le raffinement notamment culinaire, d'esprit de fête, de climat et de cultures multiples, de paradoxe fascinant entre la femme voilée et la mini - jupe et de chaleur humaine». «C'est un véritable potentiel touristique sans oublier les vestiges et sites du patrimoine libanais comme Baalbek, Byblos» tient à souligner, Olivier Gougeon, ce Français de souche qui n'oublie pas ses racines même s'il vit, aime et travaille au Liban depuis plus de 12 ans.

BEYROUTH UNE SAVEUR DE L'ORIENT MODERNE ET DÉMOCRATIQUE!

Un autre élément important que tiennent à souligner le couple Gougeon est «la douceur de vivre au Liban qu'on ne trouve nulle part ailleurs» précisent-ils en choeur. En effet lorsqu'ils ont lancé «Villa Clara», ils ont voulu que

les étrangers et même les résidents qui viennent manger et/ou dormir à l'hôtel retrouvent un Beyrouth différent, le Beyrouth qu'on leur a conté dans les livres et au fil de l'histoire libanaise. «Lorsque je me suis installé au Liban, on ne me parlait que d'un Beyrouth qu'on veut détruire alors qu'avec ma femme, nous avons voulu reconstruire ce Beyrouth qu'on m'a conté tant de fois» souligne Olivier. Beyrouth est aussi une des rares capitales au monde à être encore à taille humaine. Les touristes et les Européens en particulier ne viennent pas au Liban que pour se rendre a Zaituna Bay ou dans le centre-ville reconstruit ni pour danser au Sky-Bar seulement; ils viennent aussi pour le Liban du terroir, du patrimoine et terre de l'alphabet et du vin» ajoutent-ils.

LE CHOIX DE «VILLA CLARA» EN PLEIN MAR MIKHAEL, QUARTIER AUTHENTIQUE AUX ARTISANS LIBANAIS À CONSERVER

«Le choix de Villa Clara a aussi été sollicité par un désir d'un quartier traditionnel, historique, humain avec des gens qui y vivent et des artisans qui y travaillent», raconte Olivier Gougeon. Un an de visites dans les rues de Beyrouth «à la recherche du lieu de leurs rêves» et c'est ainsi que Marie-Hélène et Olivier sont tombés sur une maison détruite entourée «d'arbres du paradis». «Nous avons tout de suite imaginé le potentiel exploitable de ce lieu inhabité, détruit par la guerre, une vraie maison des années 20» ajoute Madame. Comme tourisme alternatif quoi de mieux que de faire son chantier avec les gens du quartier en refaisant la même boiserie d'antan et en sollicitant chaque artisan libanais?» souligne Olivier.

UN TOURISME ALTERNATIF OÙ RIME TRADITION ET GÉNÉROSITÉ, À DES PRIX ABORDABLES AVEC DES PRODUITS LOCAUX

«Villa Clara» est l'exemple type d'un tourisme alternatif qui parraine les artisans Libanais de toutes les régions. En effet, Olivier et Marie-Hélène, se rendent, quotidiennement dans les régions libanaises allant à Amioun pour se procurer de l'huile d'olive, en passant par Zghorta pour rapporter des olives ainsi que de la Fleur de sel et de l'enfé dans d'autres régions du Nord du Liban. Quant aux haricots blancs, c'est dans le village de Hamana qu'ils se les procurent et vont même jusqu'à Anjar pour la truite. «Tout ce que vous dégusterez au restaurant «Villa Clara» est un pur produit local made in Lebanon, les canards viennent de la Ferme St-Jacques de Batroun et les produits du Potager, herbes aromatiques et autres des Fermes de Patrick», tient à préciser la propriétaire des lieux, Marie-Hélène Moawad-Gougeon. Villa Clara n'est pas une maison d'hôte avec un «Bed& Breakfast» mais c'est un véritable hôtel. Et sans le savoir, ses propriétaires ont ouvert le premier Boutique Hôtel de Beyrouth. «A la «Villa Clara», on mange bien et sainement sans prétention avec des produits frais et de saison, c'est aussi cela, le développement durable» ajoute Marie-Hélène aussi auteur d'un livre intitulé «Le luxe au Liban». En effet, les confitures sont Bio, le pain est fait maison, vous êtes dépaysé dans ce lieu entouré d'arbres ou il fait bon de manger autour d'un feu de cheminée. Autre particularité de cette boutique-hôtel c'est qu'on peut y faire la grasse matinée et avoir quand même son petit-déjeuner jusqu'à 16h après une nuit de fête arrosée. «Nous avons voulu avoir un esprit des anciens relais de Chasse et je pense modestement que nous y sommes parvenus» précisent le couple Gougeon.

«LE LIBAN À LA CARTE», UN CONCEPT À DÉVELOPPER SURTOUT AU NIVEAU MARITIME

Autre idée intéressante sur laquelle tente de plancher divers bords libanais c'est faire visiter Beyrouth à travers la mer, en bateau de plaisance comme dans d'autres pays de la rive Méditerranéenne comme la Turquie, la Grèce ou encore Chypre. «Mais

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

pour cela il faudrait des autorisations car le Liban est une 3e zone maritime». Cela permettrait selon Olivier a ciblé une clientèle de touristes qui désirent découvrir autre chose que la ville à pied ou en voiture avec le chaos urbanistique et les bruits stridents des klaxons en plein embouteillage. Il ajoute que «l'Etat libanais doit avoir une réelle politique touristique sur le long terme et pas seulement punitive ou en attendant que la catastrophe survienne». En effet, qui protège un touriste qui s'est empoisonné par exemple? Un autre effort peut être effectué au niveau des prix de vols qui sont excessivement chers pour venir au Liban avec ce monopole de la MEA et d'Air France estime l'économiste. Comme autre solution aux problèmes sécuritaires type fermeture de l'aéroport de Beyrouth, Olivier propose aussi que «l'Etat libanais mette en place un Ferry quotidien avec Chypre».

UNE APPROCHE CITOYENNE DU TOURISME

Olivier Gougeon tient aussi à préciser que leur concept touristique «n'est nullement en opposition avec ce qui a déjà été fait jusqu'à présent au Liban, nous sommes même complémentaires». Il salue par ailleurs, les autres initiatives naissantes qui vont dans le même sens d'un tourisme alternatif, comme «Walk in Beirut» une visite guidée d'un groupe de 15 personnes dans les quartiers Beyrouthins avec une petite historique à l'appui mais aussi les dégustations de vins que font les viticulteurs libanais dans les régions notamment avec Ksara à la Békaa. «Cela permet aux touristes de visiter les régions libanaises de façon alternative avec une visite des caves» affirme l'économiste et chef de Villa Clara.

Beyrouth est finalement une destination complète avec des visages si différents qu'il est bon de continuer à développer un tourisme alternatif qui répondrait à toutes les attentes et à tous les fantasmes qu'éveille la capitale du pays du Cèdre chez les étrangers.

La Chambre de commerce de Beyrouth prône un rapprochement commercial avec l'Algérie

Invité en Algérie par le ministre algérien du Commerce, Moustapha Benbada, Mohamed Choucair a mis en avant les moyens de concrétiser l'Accord de coopération signé entre les Chambres de commerce libanaises et algériennes. Petit aperçu des relations libano-algériennes dans cet article.

Le 25 septembre dernier, le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, et le ministre algérien du Commerce, Moustapha Benbada se sont penchés sur les moyens de consolider les relations économiques entre leurs deux pays,afin notamment d'accroître le volume des échanges commerciaux entre le Liban et l'Algérie.

À l'issue de cette rencontre, Mohamed Choucair a indiqué que Moustapha Benbada avait exprimé la volonté de son pays de tendre la main au secteur privé libanais en facilitant, entre autres, l'entrée des produits libanais en Algérie et le soutien aux investisseurs libanais. «L'économie algérienne surfe sur une vague de croissance et de développement sans précédent», a-t-il déclaré, assurant que la morosité économique qui affecte le Liban pouvait être contrecarrée par l'ouverture vers de nouveaux marchés. Mohamed Choucair a quant à lui affirmé avoir discuté avec son hôte des moyens de concrétiser l'accord de coopération signé la veille entre les Chambres de commerce libanaises et algériennes.

Mohamed Choucair a également signé avec le président de la Chambre Algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Taher Khallil, un accord de coopération entre

la Fédération des Chambres libanaises et la CACI. Un mémorandum visant à resserrer les relations économiques et commerciales entre le Liban et l'Algérie et à promouvoir les moyens de communication entre les secteurs d'activité des deux pays, et ce à travers l'échange de visites de délégations commerciales et la participation à des expositions. Mais aussi via l'échange d'informations sur les opportunités commerciales et d'investissements disponibles des deux côtés.

En marge de sa visite, Mohamed Choucair a tenu une série de réunions avec les organisations économiques de la capitale algérienne affirmant que «la signature de ce mémorandum s'inscrit dans le contexte de l'effort que nous faisons pour ouvrir de nouveaux marchés pour les produits libanais, en particulier depuis l'Algérie qui est un marché important et prometteur pour la production libanaise à la lumière de la croissance économique dont elle est témoin et ce dans différents secteurs».

Le regard d'un homme d'affaires algérien sur les relations entre Alger et Beyrouth

«Il est bon de rappeler que selon les chiffres, ces dernières années le marché de la construction immobilière algérien a attiré près de 6000 à 7000 Libanais, des entrepreneurs, investisseurs, architectes, etc. qui ont trouvé prometteurs et fructueux d'y travailler», affirme d'emblée, Samy Bouchamha, homme d'affaires algérien et agent général d'Air Algérie au Liban. Selon les chiffres qu'ECONEWS a pu obtenir, les Algériens seraient près de 2500 au Liban.

L'agent général d'Air Algérie assure avoir suivi de près la visite de Mohamed Choucair en Algérie, se dit satisfait de ce rapprochement et salue également la création très prochaine d'un Conseil d'affaires libano-algérien. «Ces initiatives permettent d'encourager et de renforcer les relations commerciales et économiques bilatérales entre les deux pays et de faciliter l'obtention de visas commerciaux», ajoute-t-il. «Quant à la création du Conseil d'affaires libano-algérien permettra aussi de protéger l'intérêt des deux bords au niveau commercial», souligne-t-il aussi. Qu'en est-il du commerce entre Alger et Beyrouth? «On constate que le commerce entre nos deux pays est à sens unique: c'est en effet le Liban qui exporte son savoir-faire, ses produits, surtout des livres, et ces hommes d'affaires», souligne Samy Bouchamha.

On ne peut pas parler de communauté algérienne au Liban au sens strict du terme car la majorité de ressortissants libanais d'origine algérienne est née au Liban et y réside depuis de nombreuses années. «La première vague d'émigration a eu lieu sous l'émir Abdel Qader. Puis, dans les années 1850, à l'époque du soulèvement de Moukrani a eu lieu la deuxième vague suite à la révolution au Liban et dans la région. La troisième date du Mandat français. Dans les années 1920, les Algériens étaient envoyés au Liban comme soldats et à travers des mariages mixtes ils sont devenus libanais. Pour la petite histoire, la politique algérienne de ces années-là offrait des bourses aux Libanais désireux d'étudier à Alger.

Air Algérie est la seule ligne directe qui relie par avion Beyrouth à Alger. «Pour le moment,la compagnie assure trois vols par jour pendant la journée», explique l'agent général. Il vous est également possible de transiter à Alger sur cette même ligne pour atteindre le Sénégal, le Mali et d'autres pays d'Afrique. Air Algérie envisage un quatrième vol très prochainement ainsi que des liaisons vers l'Amérique et l'Europe.

Pour davantage d'informations contacter le: 01-742 920/930

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Beirut Energy Forum, quatrième édition des 26 et 27 septembre 2013, revue post-exposition

L'ÉVÉNEMENT EN BREF

Le Beirut Energy Forum s'est déroulé sous le patronage de Gebran Bassil, ministre de l'Énergie et de l'Eau, avec le soutien du ministère de l'Énergie et de l'Eau, de la Ligue des États arabes, de l'Union européenne, du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), de l'Agence universitaire de la francophonie, de MED-ENEC, du Centre régional des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (RCREEE), du Centre libanais pour la conservation de l'énergie (LCEC) comme partenaire stratégique et en collaboration avec la CESAO, le chapitre libanais ASHRAE, la Société libanaise pour l'énergie solaire (LSES), et le Conseil du bâtiment durable du Liban (LGBC). Le Beirut Energy Forum a été organisé par MCE Group.

Pour la quatrième année consécutive, le Beirut Energy Forum a offert une plateforme nationale et régionale pour les experts et les professionnels de l'énergie du secteur public et du secteur privé leur permettant de se rencontrer, de discuter et de débattre sur le développement durable au Liban. L'évènement a regroupé 730 délégués de 28 pays qui ont assisté à des présentations et des interventions d'invités libanais, du monde arabe et d'Europe. Un large éventail de sujets a été abordé même si «le passage de la recherche des solutions techniques à celle des solutions de financement» était le thème principal de ce forum. Les participants ont en effet tenté de définir quels moyens financiers pourraient permettre la mise en œuvre de solutions techniques existantes. Parmi les sujets les plus importants cette année: la présentation des résultats du mécanisme financier national pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au Liban, le passage au vert du code de construction au Liban, ainsi que l'impact de la découverte des gisements de pétrole et de gaz sur l'avenir de l'énergie verte du pays.

Pour de plus amples informations et pour télécharger les supports électroniques des présentations, visiter: http://www.beirutenergyforum.com

QUESTION DE FINANCEMENT

La Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Agence française de développement (AFD) ont ouvert une nouvelle ligne de crédit de 60 millions d'euros pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables au Liban. Le marché vert pour l'énergie au Liban semble prometteur.

Une banque au Liban a déjà financé 40 projets dans ce créneau dans le cadre du mécanisme de financement NEEREA. Parmi les bénéficiaires on peut citer: Chtaura Park Hotel, Le Bristol, Hilton Beirut Habtoor Grand, Hilton Beirut Metropolitan Palace, ACE, Mecta Foncière, Yarze 1674, Y-Zone Yarze, Adma International School, Collège Notre-Dame de Louaizé Zouk Mosbeh et SESOBEL.

La banque du Liban (BDL) s'active avec huit autres banques libanaises privées pour gérer l'octroi de prêts à taux minimal et encourager le Libanais à devenir ami de la nature.

LE RÔLE DES INGÉNIEURS

L'Ordre des Ingénieurs et Architectes a promu son programme financier déjà lancé en partenariat avec deux entreprises et des banques libanaises pour inciter chaque ingénieur à acquérir un équipement de chauffage solaire pour l'eau chaude.

Au niveau national, le LCEC a fait découvrir sa nouvelle campagne publicitaire qu'il lance à partir de ce forum dans l'ambition d'installer un chauffage solaire pour l'eau pour chaque logement.

Un représentant du département de l'urbanisme auprès du ministère des Travaux publics a fait le point sur le projet de loi en cours relatif au bâtiment durable.

Le Forum a fait découvrir au public CASA Batroun un cas concret de la rénovation et de l'extension d'une maison familiale selon les normes vertes BREEAM.

L'INITIATIVE SCHNEIDER/LCEC: POUR UNE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE GRATUITE EN LIGNE

«L'Énergie n'est pas gratuite mais apprendre à en user efficacement l'est». C'est ainsi que la société Schneider Electric a annoncé la mise en place d'un cursus pour la qualification des professionnels de l'énergie en partenariat avec le LCEC. Dans sa plateforme d'université en ligne pour l'énergie, les experts du LCEC ont sélectionné une centaine de cours d'une heure chacun, nivelés en trois catégories pour octroyer aux professionnels les trois certifications suivantes.

- **Parcours 1:** Introduction à l'efficacité énergétique

- **Parcours 2:** Les fondamentaux de la gestion de l'énergie

- **Parcours 3:** Une gestion avancée de l'énergie

Les cours sont disponibles dans plusieurs langues. Pour s'inscrire en ligne sur MyEnergyUniversity.com utiliser le code 39401P.

DES PROJETS DE RÉFÉRENCE POUR L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le PNUD a annoncé la fin du projet CEDRO. Une petite extension CEDRO-4 permettra de consolider et de disséminer les résultats de CEDRO 1, 2, et 3 dans le courant de l'année prochaine. Un nouveau projet MED-Solar démarre visant à mettre en place deux sites pilotes qui peuvent servir de référence pour le développement de la production décentralisée d'énergie électrique à partir des cellules photovoltaïques.

MED-Solar est l'un des projets solaires financés par l'Union européenne (ENPI CBC MED). SHAAMS, FosterInMed et MED-Desire en sont trois autres avec comme partenaires libanais la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban, Berytech, BIAT, l'IRI, et le LCEC, respectivement.

UN BON MIX D'ÉNERGIES

La présence des membres du comité d'administration du pétrole à ce forum est venue confirmer que le développement des prospects du pétrole et du gaz pour le Liban ne freine pas le développement des énergies renouvelables. Tout le monde est d'accord pour trouver le bon mix des différentes sources d'énergie afin d'assurer une croissance durable pour l'économie.

L'ÉNERGIE POUR DYNAMISER

James Woudhuysen, co-auteur de «ENERG !SE», est venu inciter le public à innover sans crainte dans le domaine de la recherche et des solutions et à imaginer grand et sans freins. Confiant dans l'effet de rebond, il pense que consommer mieux n'est pas synonyme de consommer moins, bien au contraire, les besoins en consommation d'énergie ne seront qu'augmentés.

En guise de mot de fin, il cite le Président Kennedy qui explique sa décision d'aller sur la Lune.

«Nous choisissons d'aller...non pas parce que nos objectifs sont faciles mais parce qu'ils sont difficiles... parce que ce défi est celui que nous sommes prêts à accepter, que nous refusons de retarder, celui que nous voulons gagner, et les autres aussi.»

SHAAMS, réunion d'information

Les partenaires libanais de SHAAMS (Hub Stratégique pour l'Analyse et l'Accélération du secteur Solaire Méditerranéen) vous convient à une réunion d'information le mardi 12 novembre 2013 au Gefinor Rotana Hamra de 9h30 am à 12h30 pm. Pour vous inscrire et pour tout renseignement, écrire à events@ccib.org.lb

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le secteur de l'esthétique: un résistant à la crise?

L'interdiction aux ressortissants des pays du GCC de se rendre au Liban pour des mesures sécuritaires a touché de plein fouet le secteur de l'esthétique, en particulier le marché de la chirurgie plastique. Malgré ce ralentissement, le Liban reste une référence mondiale en la matière.

«Le secteur de la chirurgie esthétique a accusé une baisse d'environ 40% depuis près de six mois en raison d'une situation politique et sécuritaire très instable», assure le plasticien, Docteur Nassif, du Bellevue Medical Center. Selon lui, la crise politique économique et sécuritaire que traverse le Libana affecté négativement tout le secteur. «Un grand nombre de réservations qui avaient été faites depuis longtemps pour le mois de septembre ont été annulées ou reportées, indique-t-il, une opération esthétique n'étant pas quelque-chose de vital pour le patient». Après les derniers attentats à Tripoli et à Rouweiss (Dahié), les clients potentiels préfèrent limiter leurs déplacements. Les femmes privilégient désormais les prestations médicales vitales et non le luxe.

Ces dernières années, le Liban avait été classé numéro un dans le monde en matière de chirurgie esthétique, devançant même le Brésil. Avec des femmes venant du monde entier, surtout des pays du Golfe, pour se faire opérer au Liban. La femme libanaise est tellement friande de chirurgie esthétique que le secteur bancaire libanais a été le premier pays à proposer des prêts bancaires spéciaux consacrés à la chirurgie esthétique.

LA CLIENTÈLE EN PROVENANCE DU GOLFE A BAISSÉ DE MOITIÉ

Se faire opérer au Liban reste de loin la formule idéale en termes de rapport qualité-prix. Est-ce toujours le cas en 2013, alors que le tourisme est au plus bas? «Les habitantes des pays du Golfe étaient nos meilleures clientes puisqu'elles représentaient 30% à 40% de mon chiffre d'affaires. Ces six derniers mois, avec toutes les menaces contre les ressortissants de ce pays, ainsi que les attentats, leur nombre a diminué de plus de moitié», explique le plasticien. «Il y a encore un an au Bellevue Medical Center, les plasticiens faisaient 100 opérations esthétiques par mois. Nous sommes tombés à 40».

Zeina El hajj: Les pays voisins profitent de la situation pour détourner le tourisme médical vers eux

Pour Zeina El Hajj, fondatrice d'Image Concept Inc., il suffirait d'une accalmie et d'un peu de stabilité pour ranimer le secteur du tourisme médical.

COSMETIC TOURISM LEBANON

Image Concept Inc., basée à Dubaï, a été la première société à lancer le tourisme esthétique au Liban sous le patronage du ministère libanais du Tourisme, le 2 juin 2009. Est-ce la demande du marché qui vous a poussé à créer cette entreprise?

On a effectivement senti le besoin de créer une société qui réponde à cette niche de demandes. L'objectif était d'aider les patients à contacter les médecins et les établissements médicaux et à réserver les services qu'ils souhaitaient tout en facilitant leur séjour et en les aidant avec toutes autres demandes touristiques.

Vous offrez aux patients du Moyen-Orient et de n'importe quelle partie du monde des réservations sur mesure ainsi qu'une gamme diversifiée de services incluant l'hôtel et le voyage. Quelles autres spécificités offre Image Concept Inc.?

Nous leur assurons la priorité, la discrétion et la rapidité pour faire leurs réservations.

Le Liban est reconnu comme le numéro un mondial en matière de chirurgie esthétique. Quelles autres raisons vous ont poussé à choisir le Liban comme destination pour le tourisme esthétique?

Notre connaissance du marché... La qualité des services offerts au Liban et le rapport qualité-prix comparé aux autres pays qui offrent les mêmes prestations. De plus, la situation géographique du Liban comme pays de transit entre Orient et Occident nous a parue favorable. Le climat est aussi idéal pour la récupération. Sans oublier les multiples langues couramment parlées dans le pays.

Le secteur de l'esthétique résiste-t-il à la crise ?

Tout comme le tourisme en général, ce secteur dépend de la situation sécuritaire du pays. Sans stabilité, et sans un minimum de sécurité, il ne fonctionne pas. On sent la différence de périodes en périodes... Et il suffit de quelques jours d'accalmie et de stabilité pour lui redonner du souffle. Malheureusement, ces deux dernières années, la situation est en chute libre, tout comme le nombre de touristes.

Constatez-vous une baisse des réservations dans les prestations qu'offre Image Concept Inc.?

Oui, les réservations sont à leur taux le plus bas depuis l'instauration du projet et l'on ressent actuellement la crise comme les autres secteurs touristiques. Ceci étant dit, nous continuons à croire qu'il suffit de très peu pour ranimer ce secteur. Le premier signe de calme et de stabilité amène toujours un flot de réservations.

Votre perception du secteur de l'esthétique au Liban.

Nous croyons fermement et profondément à l'avenir de ce secteur au Liban. D'ailleurs les pays voisins ont imité cette initiative et profitent largement de la situation pour détourner le tourisme médical vers eux. www.cosmetictourismlb.com

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Charte euro-méditéranénne de l'entreprise: Du nouveau

Le Liban est un des neuf acteurs à avoir adhéré à la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise adoptée en 2004 par les ministres de l'industrie des différents pays. Une charte initiée et pilotée par la direction générale «Entreprises et industrie» de la Commission européenne et qui entend créer un environnement propice aux investissements et au développement du secteur privé et définir des stratégies et des projets communs, tant à l'échelon national que régional. Sa mise en œuvre est l'une des priorités du chapitre «Politique de l'entreprise» des Plans d'action bilatéraux qui ont été conclus avec la plupart des pays méditerranéens conformément à la politique européenne de voisinage.

Le ministère libanais de l'Industrie a envoyé dernièrement aux différents ministres de l'industrie des rives Nord et Sud de la Méditerranée faisant partie du groupe de travail sur la coopération industrielle euro-méditerranéenne une actualisation de la Charte euro-méditerranéenne pour la petite et moyenne entreprise (PME). Ce document a été élaboré par le Comité des accords commerciaux qui regroupe, en plus du représentant du Ministère, les représentants des Chambres de commerce et d'industrie du Liban, de l'Association des Industriels du Liban (AIL) et d'autres organisations économiques. Cette mise à jour a été rendue nécessaire, en raison du retard pris après les révolutions arabes et les troubles sécuritairesqui ont secoué la région. D'ailleurs, tous les trois ans, la direction générale «Entrepriseset industrie»de la Commission européenne, initiatrice de cette charte procède à des évaluations par pays et propose des actions correctives de nature à dynamiser la Charte. Cette Charte euro-méditerranéenne pour la PME a été lancée en 2004 à Caserta en Italie par la direction générale «Entreprises et industrie»lors d'une réunion ministérielle dans l'objectif de soutenir la PME dans le bassin méditerranéen et particulièrement dans les pays de la rive Sud. En effet, neuf pays de la région méditerranéenne (l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie et la Tunisie) ont approuvé à ce jour la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise.

Elle devait aboutir à un Small Business Act qui régit les règles du jeu pour les PME. En effet, il se confirmait à l'époque que les PME étaient le principal facteur de développement de la région et le remède contre le chômage endémique que connaissaient les pays du sud. Le Small Business Act a été rapidement adopté dans l'Union européenne. Quant aux pays du Sud, les conditions ne sont pas encore prêtes à l'accueillir, l'Europe faisant un effort pour la mise à niveau de ces pays.

Le groupe de travail sur la coopération industrielle euro-méditerranéenne coordonne la coopération industrielle et suit la mise en œuvre du programme de travail. Il est composé de représentants des pouvoirs publics et associations professionnelles des États membres de l'UE et des pays partenaires méditerranéens, d'organisations internationales, ainsi que de certaines institutions de l'Union européenne.

La Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise comprend initialement dix principes de bonne gestion pour une action efficace envers le développement du secteur privé. Ces principes peuvent guider l'action politique au niveau national, aider à stimuler un esprit d'entreprise, et construire un cadre pour les réformes. La Charte, dans sa forme actuelle, comporte 11 recommandations dont la dernière, votée en 2011, comprend:

• Procédures simples pour les entreprises.

• Education et formation pour l'esprit d'entreprise.

• Compétences améliorées.

• Un accès plus facile aux finances pour les PME.

• Un meilleur accès au marché.

• Davantage de capacité d'innovation pour les PME.

• Des associations professionnelles solides.

• Systèmes de qualité de soutien aux entreprises et services.

• Intégration des réseaux et des partenariats euro-med.

• Informations commerciales ciblées.

• Environnement.

En approuvant la Charte, les partenaires méditerranéens se sont engagés à utiliser la Charte comme outil pour mettre en œuvre une série de réformes microéconomiques nécessaires pour renforcer la compétitivité de leurs entreprises et pour attirer des niveaux plus élevés d'investissement direct étranger. La Charte vise à former la base pour un échange d'expériences et de bonnes pratiques entre l'UE et les pays méditerranéens, et sert de cadre commun de référence pour définir et comparer des stratégies nationales afin de développer un secteur concurrentiel de l'entreprise dans la région.

Vision libanaise public-privé du groupe de travail

La proposition du groupe libanais composé de trois personnes du secteur public et trois autres du privé et appuyé par le ministère de l'Industrie s'est récemment penchée sur un nombre d'éléments de cette Charte qu'il faudrait adapter à la conjoncture présente. Nous relevons les points suivants:

- Canalisation des fonds vers des projets de développement avec un retour significatif.

- Identifier les besoins de la région et de chaque pays séparément.

- Améliorer la coopération et la communication entre les commissions de l'Union européenne et les différentes parties prenantes dans les pays méditerranéens partenaires.

- Le partage de responsabilité dans le cadre des relations multiculturelles.

- Renforcer les réseaux d'entreprises et les échanges entre les centres de recherche. Des projets de modernisation de l'industrie ainsi que des projets de jumelage dans les secteurs privé et public devraient êtres maintenus, en tant que processus de développement et de modernisation. Cet objectif pourrait être notamment atteint grâce au networking avec les institutions correspondantes dans les pays européens.

- Faciliter l'accès aux marchés et la simplification des procédures d'accès pour se conformer à ce qui a été convenu lors des réunions et conférences ministérielles et les initiatives euro- méditerranéennes.

- Reconnaissant l'importance que cette coopération soit perçue comme une expérience d'apprentissage mutuel comme il se devrait: le partage de la connaissance du marché contre le transfert de technologie.

Ce document énumère par la suite les différents outils permettant d'atteindre les objectifs ci-dessus et notamment grâce à un groupe de travail qui doit être soudé autour d'objectifs et de méthodes de travail communs.

À l'instigation du groupe libanais, le groupe Industrie, réuni à Bruxelles les 25 et 26 juin dernier, a sollicité l'avis des secteurs publics et privés concernés par la Charte.

Il est à espérer que la cohérence et la rapidité des réponses permettront de mettre à jour un instrument essentiel pour le développement des pays du Sud et la réalisation de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

«Rêves en couleurs de l'Uruguay», du peintre et muraliste Damián Ibarguren Gauthier

Sous le haut patronage de l'Ambassadeur d'Uruguay au Liban, Son Excellence Docteur Marta Inés Pizzanelli, l'Université Saint-Esprit de Kaslik (USEK) a organisé et accueilli l'exposition et la conférence intitulées «Rêves en couleurs depuis l'Uruguay» de Damián Ibarguren Gauthier, peintre et muraliste.

Il faut bien avouer que la crise économique n'a jamais arrêté l'art ni empêché les artistes de s'exprimer. Bien au contraire c'est même parfois une source d'inspiration! Cette fois-ci c'est un artiste uruguayen, Damián Ibarguren Gauthier, peintre et muraliste, joyeux et inspiré,qui a exposé ses «Rêves en couleurs depuis l'Uruguay» sur la pierre libanaise de l'Université Saint-Esprit de Kaslik (USEK), et ce à l'initiative de l'Ambassade d'Uruguay au Liban. Cet événement a aussi pu être organisé grâce au concours du Centre des Études et Cultures de l'Amérique Latine, de la Faculté des Beaux-Arts et des Arts Appliqués et la Bibliothèque Centrale, et a eu lieu jeudi 10 octobre 2013, à la Salle des Conférences, au Campus principal de l'USEK.

Damián a offert une conférence aux étudiants de l'USEK avant l'inauguration de son exposition à laquelle ont assisté des personnes du cercle diplomatique: ambassadeurs d'Argentine, de Colombie, du Chili, du Paraguay, de Turquie, d'Ukraine, des Philippines ainsi que le Chargé d'Affaires du Brésil, le Consul du Mexique, le Consul honoraire d'Uruguay et des personnalités libanaises. Cette conférence a été suivie d'un vernissage convivial qui s'est tenu à la Bibliothèque centrale de l'Université. Cette exposition était ouverte au public jusqu'au 31 octobre 2013 et a été très bien accueillie.

L'artiste a confié être de passage au Liban pour la première fois et en être ravi. En effet, à l'occasion de son court passage au pays du Cèdre, Damián Ibarguren Gauthier a exposé une dizaine de ses œuvres picturales, de petite et moyenne dimensions, à la Bibliothèque centrale de l'Université du Saint-Esprit (USEK).

Des huiles sur toile qui mettent en relief des thèmes joyeusement colorés de vie champêtre et familiale, mais aussi de rencontres festives entre amis. «Je peins lorsque je suis heureux», affirme Damián Ibarguren Gauthier. Un artiste à l'âme joyeuse qui se reflète sur ces toiles qui dé- gagent bonne humeur, bonnes vibrations et joie de vivre. Une initiative colorée et chaleureuse en ce début d'hiver!

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Réseau Méditerranéen de la Nouvelle Chance - Med NC

OCEMO Office de Coopération Economique pour la Méditerranée et l'Orient

Proposer une alternative au système éducatif classique en dotant les jeunes qui ont quitté le système scolaire sans qualification et les jeunes diplômés au chômage d'une «nouvelle chance». Telle est l'ambition du nouveau programme piloté par l'OCEMO pour lutter contre le chômage croissant des jeunes de la région Méditerranée.

Ce programme consiste à développer un réseau de dispositifs labellisés «nouvelle chance» (NC), spécifiquement adaptés aux contextes et aux besoins des pays méditerranéens en s'appuyant sur l'expérience des Écoles de la deuxième chance françaises. Il a pour objectif de proposer un axe de travail face à l'ampleur du défi économique et social que représente le chômage des jeunes dans la région Méditerranée. L'enjeu: doter les jeunes - qui ont quitté le système scolaire sans qualification (dropouts) et les jeunes diplômés au chômage - d'un socle de compétences de base et d'un parcours pédagogique avec une expérience en entreprise. Il s'agit de proposer une alternative au système éducatif classique. Ce programme est piloté par l'Office de Coopération Économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO) en partenariat avec l'École de la deuxième chance de Marseille (E2C) et bénéficie de l'appui de l'Agence française de développement.

LE CONTEXTE: LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES PAYS MÉDITERRANÉENS

Dans les pays méditerranéens, les jeunes sont de plus en plus nombreux à chercher des emplois qualifiés. On constate notamment que les diplômés universitaires sont majoritaires parmi les nouveaux entrants sur le marché du travail, tandis que paradoxalement, le schéma traditionnel du recours au travail peu qualifié reste fortement dominant. L'impact est considérable pour la jeunesse méditerranéenne, qui se heurte à un taux de chômage parmi les plus élevés du monde. Ce chômage étant doublement caractérisé, puisque d'une part il touche plus particulièrement les jeunes diplômés du supérieur et les dropouts et que, d'autre part, il est de longue durée. Il en découle un phénomène d'exclusion sociale durable des jeunes, notamment des plus diplômés pour lesquels la file d'attente pour accéder à un travail en phase avec leurs qualifications et leurs compétences ne cesse de s'allonger. Ces derniers, encore fortement attirés par les emplois publics (et la prime salariale et de stabilité qui les accompagne), se tournent vers des formations peu spécialisées préparant à des concours de recrutement généralistes. Or les emplois à venir se trouveront davantage dans le développement du secteur privé que dans le secteur public.

Les jeunes adultes sans qualification et sans aucun soutien social public (la très grande partie n'est pas considérée comme au chômage et donc pas répertoriée) doivent, quant à eux, retrouver un cadre de réinsertion par la formation et par le lien avec les réseaux d'entreprises dont bénéficient déjà les enfants de l'élite. Un changement de mentalité est donc à opérer rapidement en replaçant la culture managériale de base comme un élément de culture générale et non plus comme un enseignement réservé aux formations spécialisées.

Il semble donc urgent de:

- Réajuster l'approche diplômante classique vers davantage de qualité.

- Développer une approche orientée vers des compétences plus ciblées permettant notamment d'acquérir un socle de connaissances de base en création et gestion d'entreprise.

LE RÉSEAU MEDNC: MODÈLE INNOVANT D'INSERTION PROFESSIONNELLE POUR LA JEUNESSE

Ce projet, initié par le Pr. Reiffers, président de l'École de la Deuxième Chance de Marseille et vice-président de l'OCEMO, est piloté par l'OCEMO en partenariat avec l'École E2C de Marseille et soutenu par l'Agence Française de Développement. Il a pour objectif de proposer une réponse à l'ampleur du défi économique et social que représente le chômage des jeunes dans la région Méditerranée en s'appuyant sur l'expérience et l'expertise des École de la Deuxième Chance françaises et européennes. Ce réseau, porté par les dynamiques internes aux différents pays, se développe à ce jour avec cinq pays partenaires (Maroc, Algérie, Tunisie, Liban, Jordanie).

L'enjeu du projet MedNC est d'utiliser les acquis de l'École de la Deuxième Chance de Marseille et son centre de recherche pédagogique, ceux des réseaux méditerranéens d'écoles d'ingénieurs et de management (RMEI-RMEM), tous membres de l'OCEMO, pour développer, en Méditerranée, un réseau de dispositifs labellisés «nouvelle chance» mis en place par des associations «nouvelle chance» et appuyé par de grandes entreprises et/ou les pouvoirs publics.

Un dispositif labellisé «nouvelle chance» (école ou simple salle de classe dans un établissement déjà existant) propose notamment aux dropouts et aux jeunes diplômés au chômage:

• Un modèle pédagogique novateur s'appuyant sur un dispositif alliant alternance en entreprise, suivi individualisé et soutien social sur la base des principes qui fondent les écoles de la deuxième chance,

• Un socle de compétences de base notamment en création et gestion de petites entreprises (réalisation d'un business plan, recherche de financement, etc.),

• Un appui à la création d'activités/d'entreprises par les étudiants des écoles d'ingénieurs et de management membres du Réseau Méditerranéen des Écoles d'Ingénieurs et de Management (RMEI-RMEM), en s'appuyant sur le projet «JEY – Jeunes Entrepreneurs - Entrepreneurship for Youth», projet co-piloté par le RMEI-RMEM et l'OCEMO.

LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS, PHASE DE CONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU: 2012/2015

Création officielle du réseau MedNC: le 19 octobre 2012

Le 6 avril 2012, une convention entre l'E2C Marseille, l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) et l'OCEMO a été signée en vue de l'installation par l'OCP (via son programme OCP Skills) de plusieurs centres labellisés «nouvelle chance» dans les villes minières d'El Jadida, Khouribga et Safi.

À l'occasion de la Semaine Économique de la Méditerranée qui s'est tenue en octobre 2012 à Marseille, un MoU multilatéral concrétisant et officialisant la création du réseau MedNC a été signé le 19 octobre par les partenaires suivants:

• Maroc: L'Association New Chance,

• Liban: La Fondation Nouvel Horizon,

• Tunisie: L'Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises,

• Algérie: Le Management Development International Institute,

• L'OCEMO (Office de Coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient)

• L'École de la Deuxième Chance de Marseille

• Le Réseau Méditerranéen des Écoles d'Ingénieurs et de Management (RMEI-RMEM) représenté par Euromed Management

Le Ministère de l'Éducation jordanien est également impliqué dans ce projet. Au sein du réseau, la Jordanie est représentée par Dr. Abdalla Ababneh, président du National Center for Human Resources Development, et est membre associé du réseau.

En 2012, trois associations «nouvelle chance» ont été créées:

• Association Nouvelle Chance au Maroc, présidée par M. Chafiki (directeur des Études et des Prévisions financières, ministère de l'Économie et des Finances - MAROC);

• Association Nouvel Horizon au Liban, présidée par M. Bifani (directeur général du Ministère des Finances libanais-membre du conseil d'administration de la Banque centrale au Liban);

• Association Nouvelle Chance en Tunisie, présidée par M. Ben Kahla (directeur de l'Institut supérieur de comptabilité et d'administration des entreprises).

Le 12 décembre 2012, une convention de partenariat stratégique et financier entre l'OCEMO et l'AFD a été signée officialisant le soutien de l'AFD à ce projet.

En 2013, l'OCEMO a initié une démarche d'identification et recrutement de partenaires privés en s'appuyant en particulier sur des institutions rassemblant les acteurs économiques du territoire, tels que les syndicats de chefs d'entreprises et chambres de commerce.

Dans ce cadre, l'OCEMO a rencontré, avec les membres de l'association Nouvelle Chance Tunisie, des représentants de l'UTICA (l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat) à Tunis. L'UTICA souhaite s'impliquer en particulier sur des actions visant à améliorer l'employabilité des jeunes. Suite à ce premier échange, un accord de principe a été donné par l'UTICA. Les représentants de l'UTICA et de l'association Nouvelle Chance Tunisie prévoient de travailler, de manière itérative, à la formulation d'un projet commun.

En Algérie, une rencontre avec les représentants du Forum des Chefs d'Entreprise est prévue dans le cadre des Journées de l'Entreprise organisées les 7 et 8 octobre prochain.

Au Liban, les initiatives portées par l'OCEMO en faveur des jeunes (dont le dispositif MedNC) ont été présentées au président de l'ASCAME. Celle-ci, ainsi que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Beyrouth, ont fait part de leur intérêt pour ces projets et de leur volonté de s'impliquer activement dans leur mise en œuvre au Liban.

Enfin, le premier Centre «nouvelle chance» ouvrira officiellement fin 2013 à Khouribga, au Maroc. Il accueillera près de 1000 jeunes en 2013. Ce centre est financé et mis en place par l'Office Chérifien des Phosphates avec le soutien technique de l'E2C de Marseille et de l'association New Chance Maroc.

EN SAVOIR PLUS SUR LE PROCESSUS **Genèse d'un dispositif Med NC**

- Les réseaux membres et partenaires de l'OCEMO, Nord et Sud, s'entendent pour proposer et concevoir une action en faveur de l'emploi des jeunes.

- Les partenaires du Sud fondent une association de droit privé (les associations «nouvelle chance») en liaison avec une ou plusieurs grande(s) entreprise(s) qui exprime(nt) des besoins dans le champ considéré. Ces associations sont aidées par l'OCEMO et ses réseaux membres dans leur développement et leur fonctionnement.

- Les associations «nouvelle chance» ont toute latitude pour rechercher des partenaires susceptibles de se mobiliser pour mettre en œuvre le dispositif (salle de classe, école, etc.) avec l'appui technique de l'École de la Deuxième Chance de Marseille.

- L'OCEMO intervient dans l'ingénierie de projets pour consolider le réseau méditerranéen, en assemblant en réseau les associations «nouvelle chance» et en définissant ses modalités de fonctionnement.

Contacts: Pierre Massis, délégué général de l'OCEMO- pierre.massis@ocemo.org; T: +33 4 95 09 47 81 • Camille Morel, chargée de mission - Camille.morel@ocemo.org T: +33 4 95 09 47 80 • Lionel Urdy, directeur de l'E2C de Marseille - lionel.urdy@e2c-marseille.net • M. Mohamed Chafiki, coordinateur Sud, chafiki@depf.finances.gov.ma • M. Jean-Louis Reiffers, coordinateur Nord, jl.reiffers@femise.org

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

FCCIAL to support the 2nd Lebanon International Oil & Gas Summit (LIOG 2013)

Endless business and investment opportunities in Oil and Gas

FCCIAL support to the second annual edition of the Lebanon International Oil and Gas Summit (LIOG 2013) opens the door to a multitude of opportunities for Lebanese businesses, investors and industrialists from all sectors.

The 2013 edition of the LIOG Summit represents a unique place for promoting business and investment opportunities in the oil and gas services industry and supply chain. It will take place on 4th and 5th December, 2013 at the Phoenicia Intercontinental Hotel in Beirut.

The Summit will be held under the patronage of the Lebanese Ministry of Energy and Water and in collaboration with the Petroleum Administration of Lebanon. It is also supported and endorsed by the International Gas Union (IGU), a worldwide non-profit organization for promoting the progress of the natural gas industry around the globe.

The FCCIAL support to the Summit is a perfect add on to the momentum. Not only it reflects the importance of this event, but also shows the Federation's commitment to the success of Lebanese businesses and economic growth.

REMARKABLE PARTICIPATION

The importance of the LIOG 2013 summit has been reflected in the impressive number of participants. Organizers expect to host over 350 participants from nearly 200 local and international companies and organizations as either sponsors, exhibitors or delegates.

In addition to high ranking officials and executives from the public and private sectors, the summit will host oil and gas companies along with a wide range of service and logistics companies. These include drilling and well management companies; pipelines manufacturers and suppliers; engineering, construction and maintenance companies; banks and insurance companies, law firms and telecommunication companies; as well as environment, health, and safety (EHS) consultants, recruitment agencies, and others.

ENRICHING TOPICS

LIOG 2013 Summit will present the insight of over 30 leading speakers from the oil and gas industry and related sectors.

The program of the conference is structured around four main themes with a unique strategic emphasis on the oil and gas service industry and supply chain:

• Theme 1 will focus on infrastructure and the supply chain in the oil and gas industry in general.

• Theme 2 will tackle the legal and financial services and the ability and willingness of Lebanese firms to support the oil and gas sector in general and service companies in particular.

• Theme 3 will provide a full update on the latest market developments since last year.

• Theme 4 will cover the local part in terms of sourcing skills and expertise, as well as providing the necessary services locally.

The event will constitute a valid platform for networking and branding as it will also host, in parallel, an exhibition, and business-to-business service.

PERFECT TIMING

This year's edition of the LIOG Summit comes at a time where prequalified operators are getting ready to finalize their bidding and start the offshore exploration drilling phase, despite the unforeseen delays.

Suppliers, service providers and contractors, along with local and international investors, are equally preparing themselves to join in for the development of Lebanon's promising oil and gas industry.

The delay in some procedural matters will not significantly affect the process of structuring the energy sector in Lebanon.

Economic experts argue that this process is of a long-term strategic nature, and delays might be in the interest of Lebanese businesses that can benefit from the additional time to establish effective partnerships and alliances in view of consolidating their market positions.

Over 30 large and medium-sized companies will launch operations in Lebanon to support offshore operating companies after the closure of the first bid round, according to experts. These companies, in turn, will need to deal with suppliers and service providers, bringing along additional opportunities to Lebanese businesses, manufacturers and investors.

PROFESSIONAL ORGANIZERS

The LIOG-2013 Summit is organized by UK-Based Global Events Partners Ltd (GEP) and their Lebanese partner, Planners and Partners s.a.l.

GEP is affiliated to the DMG-events network in the UK. DMG-events are the organizers of world renowned oil and gas events including Gastech, ADIPEC, the Global Petroleum Show and the World Heavy Oil Congress are a subsidiary of the Daily Mail and General Trust plc, one of the largest media companies in the UK.

To participate in the 2nd Lebanon International Oil and Gas summit (LIOG 2013) visit www.liog-summit.com or contact LIOG team:

LONDON OFFICE:
Mr. Paul Gilbert - GEP
Tel: +44 20 3488 1190 / +44 7850 025295
pgilbert@gep-events.com

BEIRUT OFFICE:
Mr. Dory Renno - Planners and Partners
Tel.: +961 1 392116 / +961 71 400339
dory.renno@planners-partners.com

Zahle launches a new building

The Minister of Economy and Trade, Mr. Nicolas Nahas, layed the foundation stone for a new second building of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle & Bekaa. The new building will include laboratories of the "Food Quality Center", a permanent exhibition center, and a vocational training center.

Mr.Nahas considered this step as "very crucial in order to have modern agriculture". He stated that the "lab is one of the basic instruments to upgrade the agricultural sector in Lebanon from the current level to a level that provides competitiveness, quality and the possibility to enter into the global market with all its potentials". According to Mr. Nahas, it is about time to get out slowly from the historical and classical plantations and start cultivating added value produces. "We need to think in a cooperative and solidarity manner and produce crops that give the real title of this region." Nahas said. The Ministry will provide "support to each laboratory as well as to twenty institutions, including agricultural companies to acquire the ISO and HACCP certificates", the Minister added.

The President of the Chamber of Zahle and Bekaa, Mr. Edmond Jreissati, considered that celebrating the foundation of the new building witnesses the strength of permanent cooperation with the Ministry of Economy and Trade that we all aim to achieve for the public interest in general and the interest of the Chamber Members in particular. According to Mr. Jreisssati, the development of the work at the Chamber of Zahle and Bekaa and the expansion of its activities require additional space to meet the needs of the Bekaa region.

LAU Permanent Education Program in Zahle

The Lebanese American University (LAU) and the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa inaugurated the University's Continuing Education Program (CEP) Center in cooperation with the Chamber of Commerce's Training Center (CCTC).

The inauguration ceremony took place in the Chamber's premises in Zahle, with the participation of the Chamber's President Edmond Jreisati, Chamber's Vice President and Senior Executives, LAU President Dr. Joseph G. Jabbra, Provost Dr. George K. Najjar, Vice President for Student Development and Enrolment Management Dr. Elise Salem, CEP Director Michel Majadalani, Executive Director of Relations and Media Dr. Christian Oussi in addition to other officials and public figures.

CCTC Director Maria Diab Maalouf welcomed the audience to the inauguration ceremony, stressing the importance of the initiative for developing of scientific abilities and productivity aiming at boosting the scientific energy of the people in the Bekaa region.

Commenting on the event, President Jabbra considered that the inauguration of the Continuing Education Program within the premises of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa is by itself a proof of the Chamber's strong belief in such a program and its honest desire in providing an advanced educational system for the region, a program that belongs to a deep-rooted higher education academic institution that consecrated itself for the country, before announcing the university's willingness of offering 20 CEP scholarships to commendable persons.

In his turn, Mr. Mounir El Tini, the Chamber's Vice President considered that this cooperation between those two deep-rooted institutions aims at serving the community of Zahle and the Bekaa based on the Chamber's goal of enhancing the essential abilities of the society and its institutions.

The inauguration included the agreement signature between LAU President Dr. Joseph G. Jabbra and Chamber's Vice President Mounir El Tini under which the Continuing Education Program will be housed in the Chamber's premises in Zahle, with a variety of workshops and courses.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Private Sector involved in Technical Education and Training – A New Occupational Profile for "Car Mechatronic" is in progress!

The Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon agreed with the General Directorate of Vocational and Technical Education, to increase the involvement of the private sector in a better way for further development of the Lebanese Vocational Training System.

In this respect, the Federation initiated a process to develop new Occupational Profiles, starting with the professions "Cook" and "Car Mechatronics".

In June 2013, an initial workshop was conducted according to the DACUM methodology. DACUM is an acronym for "Developing a Curriculum", which is an innovative approach to conduct an occupational analysis as basis for a curriculum. This cost-effective method provides a quick and thorough analysis of any job. During a DACUM workshop, experienced experts identify the major duties and related tasks, which a qualified worker in a certain specialization is supposed to implement on his workplace.

This workshop was the first of its kind in Lebanon, bringing together specialists from the private sector to develop a detailed list of the Duties and Tasks of a specific profession according to the current state-of-the-art in the sector. Specialists from several companies were invited to participate in the workshop.

Among the participants for the profession "Car Mechatronic" were highly qualified and experienced Experts from T.Gargour&Fils (Mercedes-Benz), Kettaneh (Volkswagen, Audi) as well as from smaller car repair workshops.

In accordance with the Lebanese DACUM Process, a "Validation workshop" was held in Hotel Crowne Plaza on 22nd October 2013.

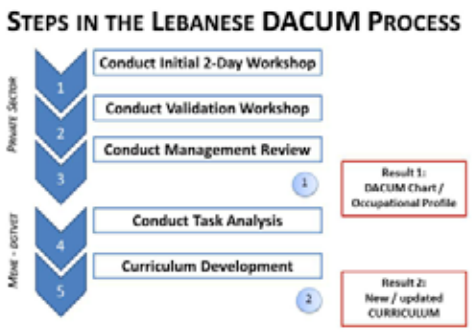
Coordinated by the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, the Chambers of Beirut & Mount Lebanon, Tripoli and North, Saida and the South were actively involved in the preparation and implementation of the workshop to ensure its great success.

High profile experts for Car Mechatronic intensively discussed and validated the results of the initial workshop. They recommended small adaptions and clarifications regarding the duties and tasks of a Car Mechatronic. In addition, they evaluated and commented on the general knowledge, skills and traits needed by a Car Mechatronic in order to be successful in the job.

The participants in the validation workshop were highly qualified experts from leading and renowned companies of the Automotive Sector in Lebanon like T.Gargour&Fils (Mercedes-Benz) and Dabboussi Group (Chevrolet, Cadillac, Honda, Infinity, Nissan) as well as from several other mid-sized car workshops from all over Lebanon, like "Moukaddem Car Service Centre" from Tripoli and "Garage Markaz Nasr" from Nabbatieh, who all successfully service and maintain all different brands of cars. In addition, several highly experienced teachers for car mechanic attended the workshop, which enriched the professional discussions.

After a final "Management Review", which is scheduled for November 2013, the Final Occupational Profile for the profession "Car Mechatronic" will be officially handed over by the Federation of Chambers to the Ministry of Education and Higher Education in order to be used as basis for the development of a new Curriculum "Car Mechatronic", as it is agreed in the Lebanese DACUM Process.

Hopefully, this exemplary private sector involvement in TVET will lead to an even better training of young Lebanese



interested to become a successful and professional "Car Mechatronic" in one of the many car service workshops in Lebanon.

The Lebanese DACUM process is supported by GTZ (German Agency for Technical Cooperation) in the frame of the Lebanese – German Program "Promotion of Vocational Education and Small and Medium Enterprise Development - DSME", which aims to strengthen the Lebanese Technical and Vocational Education System (TVET) with a further focus on private economic sector promotion, especially by fostering the private sector involvement in TVET. The main partners of the DSME program are the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, the Directorate General of Vocational and Technical Education, as well as more than 32 technical and vocational schools and institutes all over Lebanon.

Global Entrepreneurship week 2013 – Event hosted by SOUTHBIC

Global Entrepreneurship Week (GEW) is an international initiative that introduces entrepreneurship to young people in six continents. Since its creation in 2007, more than 10 million people from 102 countries, including Lebanon, have participated in entrepreneurial-related activities during the Week.

This year, several events will occur in November over the span of one week in all Lebanon Mohafazats, SouthBIC will host GEW 2013 for the South of Lebanon.

SouthBIC is the only sustainable stand-alone business development center in South Lebanon established by the Chamber of Commerce of South Lebanon (CCIAS). SouthBIC role is to contribute to the overall economic and social development of the South region through the implementation of support services to entrepreneurs, start-up and the delivery of tailored services to existing SMEs aimed at modernizing and innovating them.

GEW/South event will take place at the Business Exhibition Center (BEC) on Saturday 23 November 2013, from 13:00 to 21:00. It will include the participation of entrepreneurial experts, policy-makers, education practitioners and will be composed of two activities:

Activity 1: Entrepreneurship Exhibition that will feature organizations, institutions, and companies, which provide technical and financial support for young entrepreneurs in Lebanon.

Activity 2: Entrepreneurship workshop that will feature interventions from three major key players to explore and discuss opportunities and challenges that young entrepreneurs experience in Lebanon.

At least 300 entrepreneurs and students will show up during the event.

For info: +961 7 725 948 – southbic.org

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

IRI
معهد البحوث الصناعية
Industrial Research Institute
Institut de Recherche Industrielle

Your Health
Your Safety
Your Investments
Our Concern

IRI Building • Lebanese University Campus • Hadath (Baabda)
P.O. BOX 11-2806 Beirut - L ebanon • Tel / Fax: +961 (5) 467831

Australia and Lebanon: 28 Years of Trade Relations

Youmna Naulfal

Australia and Lebanon have always had an excellent relationship which goes back to WW1 and WW2, when Australian soldiers were stationed in Lebanon and recently during the civil war, when many Lebanese immigrated to Australia. "I am proud that my roots are Lebanese and feels lucky to be part of both countries equally", Michael Rizk said.

As the head of Trade relations at the Australian Lebanese Chamber of Commerce, Rizk stated that the Chamber in Sydney has a solid relationship with the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon. The Australian Lebanese Chamber was established 28 years ago, at a time when Lebanon was in the turmoil of the civil war. However, the specific visit conducted in September and October 2013, has strengthened that relationship. A committee network was set up inside the chambers for follow-up. "In the past, we did not detect any follow-up action. At present, the outcome of the follow up will be beneficial for both parties in Lebanon and Australia", Rizk said.

The expected outcomes include promoting the Lebanese business community as the major players in the region due to the presence of very effective business leaders in the country. The goal, according to Rizk, is to promote Lebanon as a launching pad for Australian products and services. Should stability prevail, the Arab world would place Lebanon as the number one destination in the Middle-East, Rizk adds. Lebanese business leaders are already buying Australian products for the region. Lebanon imports approximately 30 to 40 million dollars worth; however, large quantities are destined to the Arab world markets. In this regard, Chambers must work closely together to exchange ideas and achieve tangible results.

Rizk describes himself as a man who does not give up easily. His motto is "Lebanon is our country, and giving up is not an option." He believes that Lebanese products can easily penetrate the Australian market since Lebanon can meet the Australian quarantine conditions. Rizk has high expectations regarding the Committee that was formed between the Chambers, the Ministry of Agriculture and the Sydney Chamber, with communication being put in place allowing fruits, such as grapes and cherries, to be exported to Australia. Rizk believes where there is will, there is hope.

Michael Rizk's hope for a greater and better Beirut is depicted in his writing entitled "The Old Souks" which perfectly describes his vision. Here is an excerpt:

"I remember once I had to entertain two retired former British members of Parliament on one of the cruising vessels in Beirut Harbor. One of them said "I now make sure that I visit Beirut annually because I have become so attached to the place and I simply love the way of life in this city, but most of all I thoroughly enjoy my visits to the old Souks, listening to the wonderful sounds of the vendors, whether it was selling fruit and vegetables, various refreshing drinks carried on the vendor's back, or the taste of the delicious hot Sfiha".

While the other gentlemen said "now you have a regular companion because I have the same feeling, and I too love the operatic sounds of the smiling vendors in the Souk." I can only hope that some of that atmosphere will be revitalized in the new Souks of Beirut...I know well that many people in Lebanon and abroad would be delighted to see and experience the beautiful sounds and aromas of old Beirut....All in all, this small country and its capital city have an incredible appetite for life regardless of all the hardships, political or otherwise."

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

An Introduction to Consolidated Contractors Group (CCC)

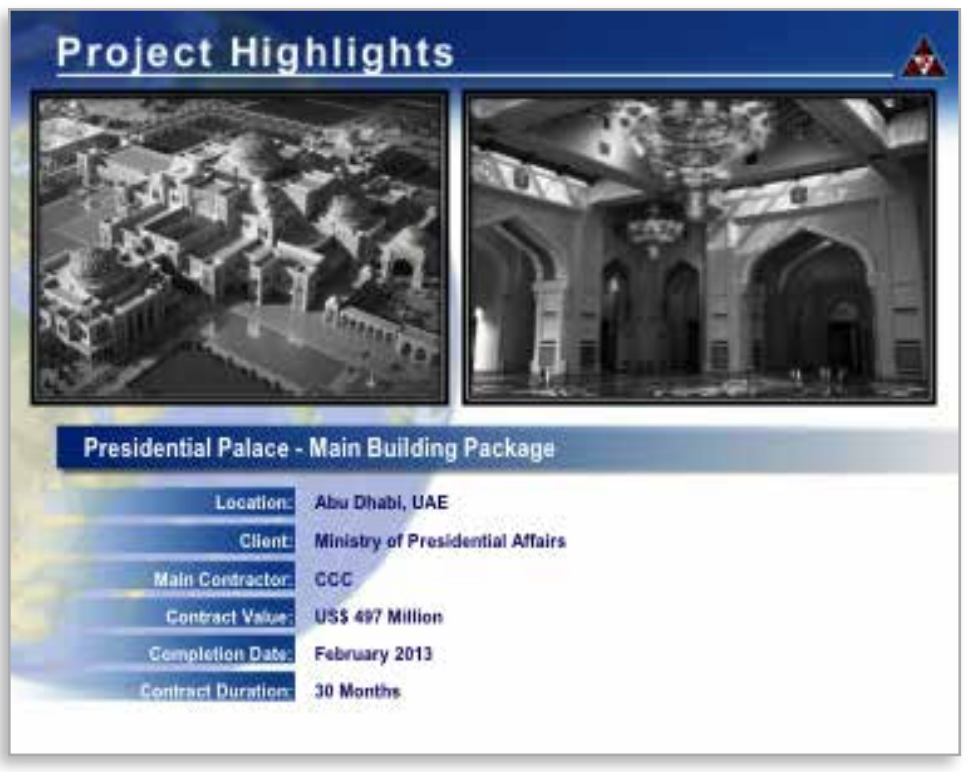
Consolidated Contractors Group, better known as CCC, is an international construction company with its headquarters in Athens, Greece. It was originally formed in 1952 in Lebanon and employs today approximately 130,000 people in its worldwide operations.

Predominantly a construction company, it provides project management, engineering, procurement and construction services to the industry. Area Managing Director Yusuf Kanaan explains that the company is based on a family culture that embodies values, trust, loyalty and hard work. He goes on to say that the main idea behind the so called "family structured company" is developing a personal relationship with the work as well as the clients.

CCC operates primarily in the Middle East, the Gulf region, Africa, Europe as well as the United States and Australia. Ranked number 17th in the world as a construction company, Kanaan says he is proud to be part of a Lebanese company. One of the main founders, Chairman and President Said Khoury stated on one occasion that the construction market is expected to boom in all segments. Budget allocations for Projects in oil, gas, power generation, power transmission and infrastructure in the MENA region are expected to exceed $500 billion over the coming five years.

CCC was in charge for the reconstruction of the Rafik Hariri International Airport as well as is currently in charge for many big projects around the region. Kanaan adds that the company is very well organized and is also involved with corporate social responsibility by forging relations with other companies in the form of joint ventures and consortiums.

For Said Khoury could not have summarized it better than by saying that CCC's diverse business profile is the main pillar of the sales and revenue stability of CCC group and sustainable growth. He definitely believes that the agility of CCC and its ability to spread its wings wide and far are the direct result of CCC management and staff flexibility, loyalty, competence and business acumen.



ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Salim Tannous Introduces the Beirut Creative Cluster (BCC)

Salim Tannous, Manager of the Beirut Creative Cluster, also known as BCC, was contacted by Berytech to start a cluster. Clusters of related industries are the most sustainable source of jobs, income and export growth and a number of countries are officially basing their economic development strategies on cluster theories.

WHAT EXACTLY IS A CLUSTER?

Industry clusters were originally described by Michael Porter as geographic concentrations of interconnected companies and associated institutions in a particular field, linked by common technologies and skills. Porter observed that geographic proximity furthers the creation of formal and informal linkages and networks among firms, higher education and research institutions, financial establishments, public agents and other local organizations, where information can easily flow and propagate. All these contribute to facilitating the innovation process.

THE ADVANTAGES OF CLUSTERS DERIVE FROM THE EXTERNAL EFFECTS, OR SPILLOVERS THAT THEY PRODUCE.

Firms working with strong collaborative networks are able to achieve cost advantages and innovations that increase their productivity, creativity and competitiveness relative to firms outside the cluster. These advantages take the form of:

- Lower input and transaction costs;
- Improved access to high-quality, low cost information such as marketing information through sharing and cooperation;
- Higher levels of familiarity and trust, which reduce the time and cost of reaching cooperative and other agreements; and
- The aggregation of demand for services, which may result in the provision of specialized skilled labor, transport, communications and other infrastructure.

In advanced economies today, clusters of related industries are the most sustainable source of jobs, income and export growth and a number of countries are officially basing their economic development strategies on cluster theories. Clusters have also proved to be attractive to the regions hosting them. They contribute to their economic growth and social wealth.

The purpose of BCC is to promote the transformation of the Lebanese creative industries through strategic actions based on business co-operation, with innovation as a constant underlying goal.

Berytech noticed that clusters may not have worked before, but when CISCO funded the project of the Beirut Creative Cluster, Tannous reached out to companies that might be interested. It took him a whole year before he finally formed a cluster.

In August 2012, twenty five company owners from across different creative sectors came together to form an agglomeration known as the Beirut Creative Cluster (BCC).

The establishment of the BCC is the result of a yearlong effort led by Berytech with the support of the European Union; both Berytech and the EU firmly believed that clusters are the much needed drivers for economic and social development in Lebanon. The vision of the BCC is to create a world class cluster of content, platform and technology providers, developing and distributing innovative digital content and technologies to global markets.

This can be achieved through a series of collaborative projects to develop a strong physical and financial infrastructure along with specific activities to boost trade and stimulate competitiveness. The eighteen company owners that attended the meeting went through a round of discussion where opinions, expectations and the possible implications and rewards of such an unprecedented endeavor were debated; the participants then signed the membership application documents and elected the following board members:

President: Hani Asfour - Polypod

Vice-President: Fadi N.Sabbagha - Born Interactive

Treasurer: Nathalie Fallaha - Vit-e

Secretary: Boudy Nasrallah - Wondereight

Cluster representative towards the government: Mario Hachem - Apps2You

Board member: Rabih Haddad - BlackSmith Studios

Board member: Zeina Hachem - Cre8mania

According to the definition, there are thirteen creative sectors; however, Lebanon focuses on the screen based media sector. The screen based media sector means that whatever product or service you may have, will end up on the screen, and you can be in the cluster: Web development, game development, mobile application development, film production, post-production, social and digital media marketing.

The benefits of forming a cluster is for people within the same sector to network and mutually benefit each other by communicating.

During the 15th TCI annual global conference which was held in San Sebastian from the 15th to the 19th of October, the European Secretariat for Cluster Analysis (ESCA) awarded the Beirut Creative Cluster, the European Bronze Label for Cluster Management Excellence.

The benchmarking methodology used structured interviews carried out in a workshop by a director of ESCA. The focus is a review and comparison of the cluster management with respect to various portfolios of cluster organizations worldwide. A special workshop session was offered during the 15th TCI Annual Global Conference.

By focusing on 36 indicators, the interview captures data on different dimensions of the cluster and the cluster organization, including the structure of the cluster, the cluster management and the governance structures of the cluster, financing of the cluster organization, services provided by the cluster organization, communication within the cluster and achievements and recognition of the cluster and the cluster organization.

Alumco Mediation Workshop with LMC and TBA

"When I first heard about mediation", says Nabih Haddad, Chairman of Alumco Group, "I thought it was another 'flavor of the month' kind of trend that would fade away as it proves to be of little efficiency in resolving disputes, just like a number of trends before it. Little did I know that I would come to perceive it as the common grounds where differing points of view could actually meet."

Alumco Group, a Lebanese building envelope specialists company who grew to become multinational, was first introduced to CEDR's (Center of Effective Dispute Resolution) concept of mediation through the Lebanese Mediation Center (LMC) and the Tripoli Bar Association (TBA) who approached Mr. Nabih Haddad, the Group Chairman, and Mr. Samer Noureddine, the CEO. In the past, the company had resorted to mediation on one of its projects in an attempt to resolve a conflict they had with one of their clients. For not referring to an accredited center, the results were disappointing, which led Alumco's upper management to become skeptical about the efficiency of the mediation method. The company's past experience with mediation required LMC and TBA to rebuild the company's trust in the concept of mediation altogether.

Now re-convinced that mediation, as one of the alternative dispute resolutions (ADR), is the key to tackling potential conflicts with clients, without damaging the strategic partnership with its clients, Alumco's upper management organized a full-day workshop aimed at introducing the company's team members to ADR. The workshop, titled "ADR, Mediation, and Negotiation", took place on Tuesday 13 August 2013 at Holiday Inn Hotel- Dunes. The training was administered by the accredited CEDR Master Trainers Mediators:

Me. Dala Ghandour, Coordinator of the LMC at the Chamber of Commerce of Beirut, Me. Fehmi Karami, Coordinator of the Mediation Center at the Tripoli Bar Association, Mrs. Nevine El Hachem, LMC Mediator & IT consultant and Mrs. Lama Sinno, LMC Mediator and Alumco's Senior Contracts Administrator.

The purpose of the workshop was to raise the team's awareness about the available ADR methods and their application, provide a comprehensive presentation of mediation (definition, application, needed preparations, role

continued on page 19

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Costs of International Arbitration: Challenges and Solutions

The 4th ISPRAMED's Network Meeting of the Mediterranean Arbitration Centers **Istanbul - October 8, 2013**

Intervention by Prof. Muhieddine KAISSI, Secretary General
Lebanese Arbitration Center - CCIA-BML

ROUND TABLE

The role of institutions: How can arbitral institutions contribute to cost control?

Having recourse to arbitration as an alternative method for dispute resolution is no longer the ultimate recourse to save parties time and money.

On the contrary, we witness more and more today complaints regarding the costly and time consuming procedures in view of the major increase in the costs of arbitration in general, and international arbitration in particular.

This high cost is mainly due to the length and complication of arbitration proceedings, which often seem to be unnecessary and avoidable.

And while it is true that the largest portion of such cost is constituted by the costs incurred by the parties in the presentation and defense of their case before the arbitral tribunal, as opposed to costs in relation with the arbitration institution managing the case, there is still a role that those arbitration institutions can play in order to contribute to a better case management leading to effective cost control.

In fact, many arbitration institutions have started initiatives in that direction.

To name but a few: The ICC published Suggested Techniques for Controlling Time and Costs (in its first edition in 2007 and 2nd edition in 2013) and its revised edition in 2012. Rules introduced some provisions which could help in reducing the time and controlling the cost of the arbitration process. (Examples: 1- New ICC Rules require parties to provide upfront information to expedite early processing of a case 2- ICC Court now has direct powers of appointment if a national committee fails to do its job promptly or if one of the parties is a State entity).

ICSID has also introduced numerous efficiency initiatives in recent years, which have resulted in a remarkable reduction in the average duration of cases. (Example: ICSID has reduced the average time to register a case as well as to constitute the arbitral tribunal, and statistics show that disputes concluded during ICSID's 2011 fiscal year took on average 12 months less than cases concluded during the previous years).

In that sense, arbitration institutions should be invited to consider taking some or all of the following initiatives into consideration:

1- Encouraging or requiring the inclusion of more information and details in the Request of Arbitration and Answer - such as the legal basis as well as the value of the claim - so that the parties will be in a better position to manage the presentation of their case from the outset, thus keep the exchange of submissions to a minimum.

2- When appointing arbitrators, making sure that the potential candidate is available and has sufficient time to devote to the case and proceed with it in a timely and efficient manner. (Examples: 1 - The ICC now requires arbitrators to provide data about other cases in which they serve. 2 - The Lebanese Arbitration Center requires the arbitrator to sign a Declaration of availability along with the Declaration of independence. 3 - Before proposing arbitrators to the parties, ICSID asks them to confirm sufficient availability in the next 18-24 months).

3- Giving incentives to the arbitral tribunal to be efficient by taking into consideration, when fixing the arbitrators' fees, their diligence and timeliness in conducting the proceedings and submitting the award.

4- Giving incentives to the parties to be efficient by encouraging the arbitral tribunals to take into consideration the effectiveness and non-use of dilatory tactics by the parties during the proceedings when allocating the costs.

5- Encouraging or even requiring the arbitral tribunal to consider and rule on jurisdictional matters before looking into the merits as it would avoid incurring significant costs in addressing unnecessary issues of liability in cases where the arbitral tribunal would finally refuse jurisdiction. (Example of Ruby Roz Agricol and Kaseem Omar v Kazakhstan, UNCITRAL Award on Jurisdiction rendered on 1 August 2013 in which the arbitral tribunal refused jurisdiction in final stages of arbitration).

6-Encouraging the use of available technologies that contribute to accelerating the process and reducing its costs. For example, using emails instead of regular courier, using video-conferencing instead of traveling for hearings and/or meetings etc...

Moreover, it should be pointed out that promoting and encouraging the recourse to regional arbitration institutions, which are closer to the location of the dispute, is also crucial and can highly contribute to limit the general costs of the arbitration process.

With that in mind, the Lebanese Arbitration Center at the Beirut Chamber of Commerce and Industry has recently introduced some modifications in relation with the general costs of the arbitration process.

Indeed, on 17 September 2013, the Center has published a new chart clearly fixing the arbitrators fees, as well as the administrative costs so that the parties wishing to start arbitration proceedings before the Center would know, from the outset, the cost to incur. This step will contribute to introducing more predictability and transparency to the arbitration process, which would in turn, help to lead the users of this process to have more comfort and trust in resorting to arbitration before the Center for the settlement of their disputes.

On a side note – as this concerns more the relationship between the arbitrators and the Center rather than the parties themselves or the costs they have to incur- it is worth noting that the Lebanese Arbitration Center has also decided to forego the percentage it used to deduct from the arbitrators fees. Henceforth, arbitrators appointed under LAC Rules will be remunerated with the full amount of their fees, without any deductions.

We conclude by saying that reducing the time and cost of the arbitration process should be a major concern of arbitration institutions since this would contribute to maintaining the success of the arbitration process as a favored dispute resolution mechanism.

of mediator, role of mediation centers, phases of mediation), and explore the concept of negotiation (principles of negotiation and good practices in negotiations). The said workshop was attended by all team members from all Alumco Group branches (Alumco Lebanon, Alumco Metals, Aluseal, Alumco Qatar, Alumco UAE, and Alumco KSA) who are prone to be a party to a dispute related to the company's activities and projects: namely the Group's upper management, area managers, commercial managers, sales and marketing managers, operations managers, technical managers, procurement managers, planning managers, project managers, contracts managers and administrators, and heads of departments.

Unlike a basic awareness campaign, the workshop was built around interactions and participation of the attendees for the purpose of altering their perception of disputes and issues, and getting them to apply the concepts introduced to them during the workshop. The attendees' participation was ensured through administering a number of pre-prepared exercises, including trompe-l'oeil and visual deception type of exercises, aimed at testing and applying the theories, and reframing the attendees' preconceived notions and analytical thinking, thus empowering them to become better negotiators and better problem solvers.

"At the beginning of the day, I had planned to attend part of the workshop and then leave early to go to the office and get some things done", says Project Manager Makram Ghoussaini, "however, as the day progressed, I became more and more interested in the topics being discussed that I couldn't bring myself to leave". Project manager Nabil Hamza joins Makram in his assessment of the workshop and adds "it is one of the few workshops or trainings where you end up with a backlog of information that can be applied in our day-to-day work and activities".

The workshop was concluded by the distribution of certificates of attendance to the participants in recognition of their time consecrated for attending the workshop, and by short speeches given by Alumco Group's upper management.

"I was planning to attend the opening session only and leave due to my busy schedule", says Alumco Group's CEO Samer Noureddine, "however, the content was so interesting and beneficial that I canceled all my meetings to attend the full seminar. I can objectively say that mediation is indeed the method of choice of resolving and even preventing disputes".

Mr. Haddad adds "We at Alumco take great pride in being pioneers in our field of expertise. And now, after attending this workshop, I assure you that we will be also pioneers in implementing ADR, and specifically mediation".

Mr. Haddad and Mr. Noureddine concluded their words by extending an invitation to LMC and TBA to administer future similar workshops and to count on Alumco's support in promoting mediation.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

"INNOVATION, TRADE FACTOR FOR MOST COMPETITIVE"

Location: Kiritaro Sate-Mexico

Date: 20-22 November 2013

This conference is specialized in the foreign trade in Mexico.

For more information:

Email: djuarez@xcomce.org.mx

Website: www.comce.org.mx

"5TH WORLD ISLAMIC RETAIL BANKING"

Location: Dubai-U.A.E.

Date: 26-27 November 2013

This conference is committed to address the trends and market insights, in-depth dialogues from global and local practitioners and phenomenal networking opportunities.

For more information:

Phone: +971 4609 1570

Email: mohor.mukherjee@fleminggulf.com

Website: www.fleminggulf.com

"THE MIDDLE EAST ECONOMY AND THE ROLE OF THE PRIVATE SECTOR"

Location: Riyadh- K.S.A.

Date: 03 December 2013

This conference is organized by the Council of the Saudi Chambers in collaboration with the International Monetary Fund.

For more information:

Email: aaleidan@csc.org.sa

Website: www.PSMEC.csc.org.sa

"LEBANON INTERNATIONAL OIL AND GAS SUMMIT (LIOG) 2013"

Location: Beirut-Lebanon

Venue: Phoenicia Hotel

Date: 4-5 December 2013

This is the 2nd LIOG Summit 2013 for promoting international oil and gas. This event, endorsed by the International Gas Union (IGU), is going to be held under the Patronage of His Excellency Mr. Gebran Bassil, the Minister of Energy and Water, and in collaboration with the Lebanon Petroleum Administration.

For more the information:

Planners & Partners SAL

Phone: +9611366407 / +96171400339
Fax: +9611366408

Website: www.planners-partners.com

"CHINA INTERNATIONAL WINE COMPETITION"

Location: China

Date: TBA

For more information:

Phone: +9611822493 (Chinese Embassy in Lebanon)

EXHIBITIONS

"DREAM 2013"

Location: Beirut-Lebanon
Venue: Biel
Date: 27- 30 November, 2013
This is the development and real estate annual meeting to be held in collaboration with the Chamber of Commerce in Beirut. It is a distinctive trade fair organized by Promofair and aims at reiterating the preceding edition in order to highlight the promising future of the real estate sector in Lebanon.

For more information:
Phone: +9611561600
Fax: +9611561605
Email: dream@promofair.com.lb
Website: www.promofair.com.lb

"COSMO BEAUTY SHOW 2013"

City: Izmir-Turkey
Date: 28 –30 November, 2013
This fair is specialized in cosmetics, beauty & personal care products, and equipment for hairstylists.
For more information:
Phone: +902324254561
Fax: +902324636219
Email: info@gencizfuar.com.tr
Website: www.cosmobeautyshow.com/tr/

"THE 22ND INTERNATIONAL DAKAR EXHIBITION"

City: Dakar – Senegal
Date: 28 November- 11 December, 2013
This exhibition is organized by the International Center of Senegal External Trade and is dedicated for the protection of the environment for sustainable development in Africa.
For more information:
Email: dec@cicesfidak.com
Website: www.cicesfidak.com

"MENOPE 2013-MIDDLE EAST NATURAL & ORGANIC PRODUCT EXPO"

City: Dubai-U.A.E.
Venue: Dubai World Trade Center
Date: 03 – 05 December, 2013
This exhibition is organized by Global Links Dubai L.L.C. and specializes in natural and organic products.
For more information:
Phone: +97143322283/3327274
Fax: +97143322253,
Email: info@naturalproductme.com
Website: www.naturalproductme.com

"SALON DE LA MOTO"

City: Paris - France
Venue: Paris Expo Porte de Versailles
Date: 02 – 08 December, 2013
This exhibition is specialized in motorcycles.
For more information:
Website: www.lesalondelamoto.com

"POLLUTEC HORIZONS"

City: Paris - France
Venue: Paris Nord Villepinte
Date: 03 – 06 December, 2013
This exhibition is specialized in environment equipment technology and local authorities & services for industry.
For more information:
Website: www.pollutec.com

"THE HOME SHOW 2013"

City: Muscat – Sultanate of Oman
Venue: Oman International Exhibition Center
Date: 09 – 11 December, 2013
This exhibition is specialized in Premier Home Building &Interiors.
For more information
Phone/fax:+902326438623,
Mobile: +905360106785,
Email: info@joudy-expo.com
Website: www.homeshow-oman.com

"THE IRANIAN INDUSTRIES EXPO"

City: Erbil-Iraq
Venue: Erbil International Fair
Date: 10 -13 December, 2013
For more information:
Phone: +964662554455
Email: info@erbilfair.com

"DARDÉCO-FURNITURE, DECORATION & GARDEN EXHIBITION"

City: Tunisia
Date: 13-22 December 2013
This exhibition is specialized in furnishing, lighting and decorative items.
For more information:
Phone: +216-71973111 / 71976111
Website: www.dardeco.com.tn

"STEEL FAB 2014"

City: Sharjah-U.A.E.
Venue: Expo Center
Date: 20-23 January, 2014
This exhibition is specialized for metal manufacturing and steel fabrication.
For more information:
Phone: +97165991333
Email: info@expo-centre.ae
Website: www.steelfabme.com

"INTERNATIONAL TRADE WEEK IN SHARJAH"

City: Sharjah-U.A.E.
Venue: Hikmet Sahin Cultural Park International Exhibition Center
Date: 19-28 March 2014
This event is organized by The Sharjah Chamber of Commerce and Industry.
For more information:
Phone: +97165938787/+971504774222
Email: omer@sharjah.gov.ae

BUSINESS OPPORTUNITIES

"FANOUS MEDICAL"

Location: Beirut–Lebanon
This company is specialized in the whole sale of medical supplies and is interested in exporting its products to Arab and African Countries.
For more information:
Phone: +9611640321
Email: fanosaah@terra.net.lb
Facebook:www.facebook.com/FANOUSMEDICAL

"GI OTTO LIVING"

Location: Bulgaria
This company is specialized in the production and implementation of Italian custom-designed sofa models and leather and is seeking Lebanese partnerships.
For more information:
Phone: +359988888466
Email nelly@giottoliving.com
Website: www.giottoliving.com

"METAL TECHNOLOGY GROUP"

Location: Bulgaria
This company is specialized in the manufacture of reformer tubes and assemblies, complete outlet manifolds, catalyst reformer tubes for chemical and petrochemical industry and is seeking Lebanese partnerships.
For more information:
Phone: +35928185959
Fax: +35928185949
Email: mtg@mtgbg.com
Website: www.mtgbg.com

"SENCO EMEA"

Location: The Netherlands
This company is specialized in the manufacture and distribution of power fastening tools and fasteners including peumatic nailers, staplers, compressors and Senco Fusion Cordless Pneumatic Technology and is seeking Lebanese partnerships.
For more information:
Phone: +31-320-295500
Fax: +31-320-295510
E-mail: Said.Badouri@verpa-senco.com
Website: www.senco-eamea.com

"GREEK EXPORT ALMANAC"

Location: Greece
A catalogue that includes Greek Export Companies and aims at promoting a variety of products for high tech and agricultural authentic industries in Greece.
For more information:
Website: www.greekexportalmanac.com

ECE CERTIFICATION AND TRAINING SERVICES TRADE LTD.(ECE LTD.)

Location: Turkey
ECE Ltd. holds the distribution rights of a device named **Ankaferd Blood Stopper** which is a haemostatic agent. It stops the topical and local bleedings in seconds. ECE Ltd. is seeking Lebanese partnerships.
For more information:
Phone: +905354308439
Email: pinar@ecekalite.com
Website: www.ankaferd.com

"DAANVIR BROTHERS CO. LTD. "

Location: Bangkok-Thailand
This company is specialized in the production of Pulses, Spices, Rice, Black Pepper, Turmeric, Dehydrated Fruits, Fresh Young Coconut, Tamarind, Canned Pineapples, and Sugar.
For more information:
Phone: +662 6302816
Email: narin@daanvir.co.th

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat, **Administrateur:** Elham Chehaimi Rahal, **Rédacteurs:** Marilyne Jallad, Phillippine De Clermont Tonerre, Youmna Naufal, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb